

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE

Magazine

www.hommesdafrique.com

N° 151 NOVEMBRE 2024



Africa CEMAC: 1.500 Cfa - Other African country: 4\$ US - Europe: 4 Euros - Switzerland: 650 CHF - America: 65 US\$ - Morocco: 200 Dirhams - Madagascar: 5000 Ariary



VOIX AFRICAINES A L'ONU

UN NOUVEAU CHAPITRE POUR LA PAIX ET LA JUSTICE

3^E ÉDITION DU SALON DE L'IMMOBILIER À CASABLANCA

**Innovations et partenariats étaient
au rendez-vous de la plus grande
fête de l'immobilier africain**



SPORT

**Patrice
Motsepe,
l'architecte du
sport africain**



www.femmesdafrique.com

ANAFRICAN MONTHLY FOR GENDER PROMOTION

FEMMES d'AFRIQUE Magazine



N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
 Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
 Site web : www.femmesdafrique.net

Afrique Zone CEMAC : 1500 fca - Autres pays d'Afrique : 4\$ US - Europe : 5 Euros - Amérique : 6\$ US Maroc: 15 Dh

B.P. 5351 Akwa
Douala, Cameroun
www.hommesdafrique.com

**DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENT DU CONSEIL EDITORIAL**
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

Editeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
4 RUE AUSTRALIE. OCEAN-RABAT - MAROC

**Cameroun
JOURNALISTE**
Sylvestre Tetchiada
+237 95264115
Tetchiada@yahoo.fr

Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukogou christelle
tél. : +237 76026816
Email: chrisngaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

Nyck Wilfried junior
tél. : 00237695057925
Email: obonomarie@yahoo.com

**Egypte
JOURNALISTE - REPRÉSENTANT**
Eric I. Asomugha
tél. : +20 11e 003 3228

MAROC
Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél. : +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. : +1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

USA. Sy soire salimata
Sysoire@yahoo.com
+1 (646) 240-1155

Amde Nardos
Adohelna1@gmail.com
+1 (703) 228-9800

France
Georgina Mercader
tél. : +33681461270
mail: sangeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

**Suisse
REPRÉSENTANT**
METANGMO Patrick
tél. : +4179796656
wtsobgny@gmail.com

**Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT**
Valery Foungebe
tél. : +225 40 40 20 51
v.foungebe@yahoo.fr

**Congo
JOURNALISTE**
Wilfrid DIANKABAKANA
Tel. : +242066922269
chrislawilla@yahoo.fr

**Gabon
REPRÉSENTANT**
Serge Olivier NziKoue
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

**Bénin/Toغو
JOURNALISTE**
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 togo
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

HOUNGEBEDI Cir Raoul.
Tél. : (+229) 52 22 72 22
E-mail : houciral@yahoo.fr

**Guinée Equatoriale
JOURNALISTE**
Ela Ondo Onguene Clemente
tél. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

**Ghana
JOURNALISTE**
Florian Mallely.
Tel : +233538449357

TRADUCTEUR
Tsobgni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampro2020@gmail.com

Imprimerie
Linaprint

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

SOMMAIRE



FOCUS

6-39 79e Assemblée Générale de l'ONU: L'Afrique à la croisée des chemins: paix, sécurité et développement au cœur des débats mondiaux
Sommet de la Francophonie: L'OIF veut créer et innover dans un contexte mondial changeant: 3E édition du Salon de l'Immobilier

POLITIQUE

41-51 Sommet des BRICS à Kazan : Perspectives et enjeux d'une rencontre multipolaire
GABON : Un an de transition sous Brice Clotaire Oligui Nguema, entre réformes et défis
GABON : Vers l'autonomie alimentaire Stratégies et perspectives
Mamady Doumbouya : L'homme de la transition guinéenne
Assimi Goïta et la refonte du Mali : Entre résilience nationale et alliances stratégiques

DIPLOMATIE

52-53 Afrique de l'est : Kenya et leadership régional, une diplomatie renforcée

ECONOMIE

54-59 KENYA : Réformes économiques et stratégie de croissance de William Ruto
Togo-Indice du développement humain : D'énormes progrès constatés
Rebranding Africa Forum : Le Commerce intra-africain honoré à Bruxelles

SOCIÉTÉ

60-63 Lutte contre le VIH-SIDA : Le Ghana va accueillir l'ICASA 2025
Les « influenceurs/ses » en Afrique: Une menace pour l'éducation de la jeunesse

SPORT

64-66 Patrice Motsepe, l'architecte du sport africain



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix
unitaire

60 DH

Accès digital

Prix
annuel

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

Prix
étudiant

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



L'AFRIQUE À L'AVANT-GARDE : VOIX, VISIONS ET AMBITIONS POUR UN AVENIR AUTONOME

En cette période de transition mondiale marquée par des défis géopolitiques, économiques et environnementaux, l'Afrique émerge comme un acteur majeur sur la scène internationale. À travers diverses organisations comme les Nations Unies, les BRICS et la Francophonie, les dirigeants africains s'unissent pour revendiquer une place correspondant au potentiel de leur continent dans une architecture mondiale en évolution constante.

L'aspiration à une véritable autonomie et souveraineté est au cœur de cette dynamique. Lors de récents sommets internationaux, les leaders africains ont dénoncé les inégalités persistantes tout en avançant des solutions novatrices. Il ne s'agit plus seulement de réagir aux crises mondiales ou d'exprimer des revendications isolées, mais de présenter une vision cohérente et ambitieuse pour le continent.

À l'Assemblée Générale des Nations Unies, de nombreux présidents africains ont mis en avant les enjeux prioritaires pour le continent : paix, sécurité, développement durable, changement climatique et santé mondiale. La pandémie de Covid-19 a révélé des inégalités criantes mais a également démontré la résilience de l'Afrique et son potentiel de croissance. Dans ce contexte, les dirigeants africains appellent à une révision des mécanismes de financement international, ainsi qu'à un soutien renforcé face aux défis écologiques et sanitaires.

Philemon Yang, président de l'Assemblée Générale, a souligné l'importance du dialogue et de la coopération internationale, affirmant qu'aucune nation, quelle que soit sa puissance, ne peut relever seule les défis contemporains. Il a salué l'adoption du «Pacte pour l'avenir», un accord réaffirmant l'engagement des nations membres à coopérer pour une paix durable et à revitaliser les institutions multilatérales. Ce pacte confère un rôle central à l'Afrique, considérant son potentiel et ses aspirations comme des éléments essentiels pour un monde plus équilibré.

Au-delà des discours, l'Afrique participe activement à la formation de nouvelles alliances économiques. Lors du sommet des BRICS à Kazan, les puissances émergentes ont réitéré leur volonté de créer un ordre multipolaire, éloigné des influences occidentales traditionnelles. Avec

l'intégration de plusieurs pays africains dans cette coalition, l'Afrique s'impose comme un partenaire stratégique dans cette nouvelle dynamique mondiale. Les discussions ont porté sur des initiatives de sécurité alimentaire, d'investissement dans les infrastructures, et de diversification énergétique. Les BRICS, représentant environ un quart du PIB mondial, offrent une alternative prometteuse pour financer le développement africain.

Le sommet de la Francophonie, organisé récemment en France, a également positionné l'Afrique comme acteur stratégique pour l'avenir de cet espace linguistique et culturel. Les pays membres ont convenu que la jeunesse et la parité doivent être des priorités, et que les défis de la sécurité alimentaire et de l'emploi exigent des actions concertées et urgentes. Ce sommet a également souligné que la Francophonie n'est pas simplement une émanation de la France, mais un espace multilatéral où les États africains jouent un rôle moteur, en particulier pour renforcer les liens entre les jeunes générations.

Enfin, les voix africaines se font entendre pour une réforme profonde des institutions internationales, notamment du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette demande, portée depuis plus de vingt ans, est aujourd'hui au cœur des aspirations africaines. L'objectif est de garantir que les 1,4 milliard d'habitants du continent soient représentés de manière équitable dans les instances de décision mondiale, afin de défendre leurs droits et d'influencer les politiques internationales. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a souligné, dans des prises de position internationales contre les injustices – de Gaza au Sahara occidental – que l'Afrique ne restera pas passive face aux violations des droits humains et aux atteintes à la souveraineté.

Aujourd'hui, l'Afrique refuse de subir les décisions des autres. Le continent est déterminé à façonner son avenir en affirmant sa souveraineté, sa diversité et son potentiel unique. L'Afrique, autrefois marginalisée, s'impose désormais comme un pilier essentiel pour la paix et la prospérité mondiale. Nous adressons ce message de détermination et de confiance à nos lecteurs, convaincus que l'avenir de l'Afrique repose entre ses propres mains. L'heure est venue pour le continent de revendiquer sa place dans le concert des nations, avec dignité, fierté et une vision ambitieuse pour l'avenir.



79E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU



L'AFRIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS: PAIX, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT AU CŒUR DES DÉBATS MONDIAUX



Lors de la dernière Assemblée Générale des Nations Unies, plusieurs présidents africains ont pris la parole pour aborder des questions cruciales touchant le continent. Leurs discours ont mis en avant des enjeux tels que la paix, la sécurité, le développement durable, ainsi que les défis liés au changement climatique et à la santé mondiale.

Les dirigeants africains ont souligné l'importance de la paix et de la sécurité en Afrique, en dénonçant les conflits armés et le terrorisme qui touchent plusieurs régions. Ils ont appelé la communauté internationale à renforcer son soutien aux

efforts de paix, notamment à travers des initiatives de médiation et des missions de maintien de la paix.

Le développement durable a été un thème central dans les discours. Les présidents ont plaidé pour une meilleure intégration des objectifs de développement durable (ODD) dans les politiques nationales et régionales. Ils ont souligné que la pandémie de COVID-19 avait exacerbé les inégalités, et ont demandé un soutien accru en matière de financement et d'accès aux technologies pour promouvoir une croissance inclusive.

Les leaders africains ont insisté sur la vulnérabilité du continent face aux impacts du changement clima-

tique. Ils ont demandé des engagements plus forts de la part des pays développés pour le financement de l'adaptation et de la résilience climatique. La nécessité de mettre en œuvre des politiques écologiques et durables a été mise en avant, avec un appel à des solutions innovantes pour protéger les écosystèmes africains.

La question de la santé mondiale a également été abordée, en particulier l'accès aux vaccins contre la COVID-19. Les présidents ont exprimé leur préoccupation concernant la distribution inégale des vaccins et ont appelé à des actions concrètes pour garantir que tous les pays, en particulier ceux d'Afrique,

puissent accéder aux ressources nécessaires pour lutter contre la pandémie et renforcer leurs systèmes de santé.

Enfin, les dirigeants ont évoqué la nécessité d'améliorer la gouvernance et de respecter les droits de l'homme sur le continent. Ils ont appelé à un dialogue inclusif et à la promotion des valeurs démocratiques, en insistant sur le fait que le développement ne peut se réaliser sans justice sociale et respect des droits fondamentaux.

Les discours des présidents africains lors de la dernière Assemblée Générale de l'ONU ont mis en lumière les défis et les opportunités qui se présentent au continent. Leur appel à la solidarité internationale et à des actions concertées souligne l'importance d'un engagement collectif pour un avenir meilleur pour tous. Leurs interventions témoignent d'une volonté forte de faire entendre la voix de l'Afrique sur la scène mondiale.

Les inquiétudes du SG de l'ONU

A l'ouverture de l'AG, le SG de l'ONU, Antonio Guterres a émis des inquiétudes quant à la marche du monde. A l'en croire, « notre monde est pris dans un tourbillon », entre divisions géopolitiques, réchauffement planétaire, guerres sans fin et gesticulations nucléaires. Et si la moitié de l'humanité doit se rendre aux urnes cette année, « c'est sur l'humanité tout entière que pèsera l'issue de ces scrutins ». Mais, selon lui, il y a une voie pour sortir de ce cercle vicieux. En effet, pour M. Guterres, il faudra s'assurer que les mécanismes de règlement des problèmes internationaux « permettent bel et bien de régler les problèmes ». Enfin, il pense qu'il faut s'attaquer à trois grands facteurs de l'insoutenable qui sont l'impunité, l'inégalité et l'incertitude, pour assurer la paix mondiale.

Le Président de l'AG Philemon Yang confiant pour l'avenir

Demandant aux uns et aux autres



d'investir dans la confiance et le dialogue, le président Philemon Yang, a appelé à des cessez-le feu dans plusieurs pays et mis en garde contre la haine et la méfiance entre les Etats. Devant cette recrudescence de conflits, il a estimé que le monde dispose de l'un des outils

**«L'AFRIQUE DOIT
ÊTRE SOUTENUE
EN LIBÉRANT LE
POTENTIEL DE CE
CONTINENT»**

les plus puissants pour un changement positif: « une coopération internationale fondée sur la vérité indéniable selon laquelle même les nations les plus puissantes ne peuvent pas résoudre seules ces défis complexes ». C'est pourquoi, il a salué l'adoption par consensus du Pacte pour l'avenir, qui dynamise à nouveau les institutions multilatérales.

Pour le Président de l'Assemblée générale, l'Afrique doit être soutenue, en libérant le potentiel de ce continent et en cultivant des partenariats mondiaux qui correspondent à ses aspirations. A cet effet, le Président Yang s'est dit impatient de travailler avec tous les États Membres pour maintenir l'Afrique au cœur des priorités de l'ONU.

Valéry FOUNGBE



Le président Cyril Ramaphosa crache ses vérités à Israël

Le Président de l'Afrique du Sud n'est pas passé par quatre chemins pour fustiger la guerre d'Israël dans la bande de Gaza. Pour lui, il ne s'agit ni plus ni moins que de la continuation d'une politique d'Apartheid.

Tout en rappelant que l'Afrique du Sud avait condamné l'attaque du Hamas à Gaza, Ramaphosa a dénoncé ce qu'il a appelé une « punition collective ». Pour lui, la violence à laquelle le peuple palestinien est soumis est la sombre continuation de plus d'un demi-siècle d'apartheid. « Nous, les Sud-Africains, savons à quoi ressemble l'apartheid » (...) « Nous ne resterons pas silencieux et ne regarderons pas l'apartheid se perpétuer contre d'autres », a dénoncé le président sud-africain.

Pour lui, le droit international ne peut être appliqué de manière sélective. Et surtout parce qu'aucun Etat ne peut faire prévaloir sa force sur un autre, l'Afrique du sud se dit fier d'avoir saisi les juridictions internationales pour protester contre les massacres à Gaza. « Nous l'avons fait dans le cadre de nos obligations en tant qu'Etat partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », a-t-il expliqué. Terminant sur le sujet dans son discours, le président Ramaphosa a plaidé pour une solution à deux Etats, avec la création d'un Etat palestinien, existant côte à côte avec Israël et avec Jérusalem-Est comme capitale.

En droite ligne avec les exigences de la « conscience morale », le Président sud-africain a demandé que les efforts soient déployés pour apporter la paix à la République démocratique du Congo, au Soudan, au Yémen, à l'Ukraine et à la région troublée du Sahel. Il a demandé que soient concrétisées les aspirations du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Il a réclamé de toute urgence une réforme du Conseil de sécurité pour le rendre représentatif et inclusif, se désolant de constater que l'Afrique et son 1,4 milliard d'habitants restent exclus d'une des principales structures de prise de décisions.

L'Afrique du Sud, qui assumera la présidence du G20 en 2025, entend utiliser cette occasion pour « défendre les peuples d'Afrique et de l'ensemble du Sud », avertit Ramaphosa qui a souhaité que le Pacte pour l'avenir booste la solidarité internationale.

Valéry FOUNGBE



Le président Joao Lourenço préoccupé par la paix en Afrique

Le président de l'Angola a axé son intervention sur la nécessité de régler les nombreux conflits en cours sur le continent africain.

A travers son discours à l'ONU, il est ressorti que le président angolais Joao Lourenço est très attaché à la recherche de solutions aux conflits en Afrique. A l'ONU, le Président angolais a fait savoir que, dans le cadre de la feuille de route de Luanda, un cessez-le-feu avait été conclu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et était entré en vigueur le 4 août. Une proposition d'accord de paix a été mise sur la table par l'Angola, impliquant la RDC et le Rwanda est en cours de discussion. Les efforts du président Lourenço vise un seul et unique objectif : parvenir à un accord pour sceller la signature de l'accord de paix définitif et le rétablissement des relations entre les deux pays.

Joao Lourenço s'est dit aussi préoccupé par la situation au Soudan où fait rage, « dans une certaine apathie de la communauté internationale », une guerre violente avec des conséquences humanitaires dramatiques. L'Angola, a-t-il affirmé, souhaite jouer un rôle premier en déroulant sur cet autre théâtre de conflit les outils acquis dans la résolution, par le dialogue, de son propre conflit interne.

Malgré tout, le président Lourenço a relevé que les pays africains sont amoindris dans leur volonté de participer aux missions des Nations Unies « en raison des contraintes financières des pays désireux d'y participer ». Il s'est toutefois réjoui que cette contrainte ait apparemment été enfin surmontée au niveau du Conseil de sécurité.

Enfin, il a dénoncé le phénomène des flux illicites de capitaux et la récupération d'avoirs. Sur ce point, le Président angolais a déploré que les efforts étaient souvent « entravés de manière incompréhensible par les pays détenant les fonds ». Or pour lui, rentrer en possession de ses avoirs a un effet direct sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable et donc sur l'amélioration des conditions de vie générales de la population, a-t-il fait valoir. Il se réjouit du fait que les Britanniques ont ainsi restitué à l'Angola 2,5 milliards de dollars américains se trouvant dans une banque à Londres, « et il est juste de le reconnaître publiquement sur cette scène mondiale ».

Pourtant, certains pays continuent de détenir des avoirs de l'Angola dans leur banque. Ce qui ne plaît pas au président Lourenço. « Certains pays s'arrogent même le droit de remettre en question la crédibilité de nos tribunaux », a protesté le Président Lourenço, comme s'il s'agissait d'organes d'appel extraterritoriaux. Or ces avoirs sont « la propriété de nos États, déjà appauvris pendant la période coloniale », a-t-il fustigé.

Valéry FOUNGBE



Nana Akuffo Addo présente son pays comme un modèle solide de démocratie en Afrique

Le président ghanéen, qui prononçait probablement son dernier discours au pupitre de l'ONU en tant que chef de l'Etat, a abordé plusieurs sujets dont celui de la démocratie. Il a cité son pays en exemple au moment où l'Afrique de l'ouest connaît une flambée de coups d'Etat.

L'insécurité mondiale et particulièrement en Afrique préoccupe le président Akuffo Addo. Selon lui, « La paix ne peut être imposée de l'extérieur, mais doit être construite de l'intérieur ». Aussi pense-t-il que l'Union africaine devait se renforcer pour pouvoir répondre rapidement et efficacement aux menaces. Fidèle à sa logique, Nana Akuffo Addo se dit préoccupé par la série de coups d'Etat militaires au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger. Ces pronunciamientos sont un danger pour les progrès démocratiques enregistrés au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), fait-il savoir. Conscient que ces coups d'Etat sont souvent justifiés par le déni démocratique des tenants du pouvoir, le président Addo a tenu à assurer à l'Assemblée que les élections prévues cette année dans son pays seraient libres, équitables et transparentes. « Le Ghana est depuis longtemps un phare de la démocratie en Afrique et nous avons l'intention de le rester », a-t-il affirmé pour montrer patte blanche, quant à la volonté de son régime de ne pas tripatouiller le résultat des élections.

Avant de quitter le pouvoir, Nana Addo s'est adonné à un exercice-bilan de sa gestion. A cet effet, il a indiqué que la politique de gratuité de l'enseignement secondaire avait bénéficié à 5,7 millions de jeunes, permettant à la prochaine génération de Ghanéens de prendre toute sa place dans l'économie mondiale. Il a également évoqué le lancement du plus grand programme d'infrastructure de santé de l'histoire du Ghana, qui prévoit la construction de 111 hôpitaux dans tout le pays, ainsi qu'un vaste programme de plantation pour l'alimentation et l'emploi. La politique « un district, une usine » ainsi qu'un programme de numérisation, notamment concernant la prestation des services publics, ont été évoqués pour montrer les progrès dans la transformation économique. En outre, Nana Addo estime que grâce aux réformes du système judiciaire, au renforcement de nos institutions démocratiques et à la promotion de la transparence, le Ghana continue d'être un modèle de bonne gouvernance en Afrique.

Avant d'aborder les questions internes au Ghana, Nana Addo a fait le constat que le Conseil de Sécurité était devenu inopérant dans sa forme actuelle. L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud restent sous-représentées, a dénoncé le président ghanéen. Aussi, conformément au consensus d'Ezulwini, l'Afrique devrait-elle disposer d'un siège permanent, insiste-t-il estimant incompréhensible qu'un continent de 1,4 milliard d'habitants n'ait pas de voix permanente concernant les affaires de paix et de sécurité mondiales. Il a appelé les autres membres du Conseil de sécurité à emboîter le pas aux États-Unis et la France, qui acceptent le processus de réforme.

« Les Africains ne demandent pas l'aumône, ils réclament des opportunités dans une nouvelle architecture mondiale afin d'avoir accès à l'éducation, la santé et l'emploi », a-t-il affirmé pour finir.



RDC

Le Président Tshisekedi veut une coopération multilatérale renforcée

« Nous avons la responsabilité de conjuguer nos efforts et de réaffirmer notre engagement envers le multilatéralisme »

Le multilatéralisme et le respect d'un système mondial basé sur des règles ont été des piliers essentiels pour soutenir la paix, la sécurité, la santé et la prospérité à travers le monde depuis près de quatre-vingts ans. Les Nations Unies incarnent ces valeurs fondamentales et demeurent un acteur incontournable face aux défis majeurs que l'humanité doit surmonter : qu'il s'agisse de garantir la sécurité, de maîtriser le changement climatique ou de lutter contre la pauvreté.

Cette réalité nécessite une coopération multilatérale renforcée. Cependant, le noble idéal des rédacteurs de la Charte des Nations Unies — celui de servir d'instrument par lequel tous les pays régulent leur comportement — semble s'effacer. Le socle de la sécurité collective qu'elle a établi, vacille. Nous avons la responsabilité de conjuguer nos efforts et de réaffirmer notre engagement envers le multilatéralisme, qui est la clé de solutions véritablement transformatrices face aux défis qui rongent notre monde.

Comme l'a si bien exprimé Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général de l'ONU, dont le sacrifice en faveur de la paix en République Démocratique du Congo nous rappelle la gravité de notre mission, je cite : « Le but de l'ONU n'est pas d'emmener l'humanité au paradis, mais de la protéger de l'enfer. » fin de citation. En cette période critique, le multilatéralisme revêt une importance cruciale. Il permet de répondre aux menaces communes, de protéger notre planète et de renforcer la société civile ainsi que les droits humains.



CENTRAFRIQUE

Faustin Archange Touadéra, le Président centrafricain, plaide pour une accélération de l'aide à l'adaptation climatique

A la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, a décrit jeudi les ravages du changement climatique et demandé une meilleure prise en compte des liens entre le climat, la sécurité et le développement.

Faustin Archange Touadéra a aussi abordé les effets dramatiques du changement climatique. « Les inondations meurtrières, la sécheresse et les gigantesques incendies observés dans le monde entier, présentent des risques qui vont de l'insécurité alimentaire et hydrique, et de la concurrence pour les ressources naturelles à la perte des moyens de subsistance, ainsi qu'aux déplacements des populations », a-t-il dit, insistant sur les implications de ces risques pour la paix, la sécurité et le développement à travers tous les continents.

« En Afrique subsaharienne, épice de crises humanitaires, les catastrophes environnementales ont entraîné cette année plus de 1.000 morts et 4 millions de réfugiés climatiques ainsi que des dégâts matériels inestimables, particulièrement au Tchad voisin où le bilan des victimes s'est alourdi après des jours de fortes pluies qui ont provoqué des inondations généralisées et contraint à des évacuations », a-t-il déploré.

Il a souligné le sort des pays en développement, « appauvris par des siècles d'esclavage, de colonialisme et de néocolonialisme, soumis à l'ingérence dans leurs affaires intérieures, à l'injustice dans les prix des matières premières et les conditions imposées par l'architecture financière internationale ». Ces pays « assistent impuissants aux défis sécuritaires, financiers, économiques, alimentaires et environnementaux », a-t-il ajouté. Le Président centrafricain a déploré que « les promesses de financement en faveur des pays vulnérables tardent à prendre forme » et que « les mesures d'atténuation prises à l'occasion des COP (Conférences des Nations Unies sur le climat) face à la montée inquiétante de la température changent comme la météo, au gré des intérêts politiques, géopolitiques et géostratégiques des grandes puissances ». Exhortant l'ONU à œuvrer davantage pour lier adaptation climatique et consolidation de la paix, le Président centrafricain a reconnu que les Etats-Unis « ont fait un pas » en soutenant la création de deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité et d'un siège tournant pour les petits pays insulaires en développement, mais il a regretté, au regard de l'évolution du monde, que « cette proposition ne puisse s'analyser autrement que par un déni perpétuel du droit de veto ».



Le vice-président Obiang Nguema Mangué constate l'obsolescence du Conseil de Sécurité

Le vice-président de la Guinée Equatoriale veut aussi que la réforme du Conseil de sécurité se fasse rapidement, dans un contexte mondial marqué par les échecs de l'ONU à garantir la paix et à accorder une place de choix à l'Afrique. Parlant des bisbilles interminables à l'ONU, notamment au Conseil de Sécurité, le vice-président de la Guinée Equatoriale fustige: « Ce que l'on voit aujourd'hui de cet organe de décision, ce sont les luttes d'intérêts géostratégiques qui rendent de plus en plus difficile la prise de décisions pouvant résoudre les situations de conflit et alléger les souffrances des populations. « L'Afrique, dans le cadre du consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte, le réclame depuis plus de 20 ans. », a rappelé le vice-président de la Guinée Equatoriale.

Dans le même ordre d'idées, Obiang Mangué s'est offusqué de l'appétence de certains pays à vouloir inlassablement déstabiliser l'Afrique. « Certains pays veulent être juges et arbitres pour intervenir et donner des leçons aux autres, s'immisçant dans les affaires intérieures d'autres pays, a-t-il critiqué. Or, tous les pays, en tant qu'États souverains, ont le droit de décider avec qui ils souhaitent entretenir des relations et signer des accords bilatéraux», martèle le vice-président Obiang Mangué.

« Nous ne comprenons pas, a-t-il poursuivi, pourquoi jusqu'à présent, il n'a pas été possible de lever complètement l'embargo contre Cuba et mettre un terme au blocus économique, commercial et financier imposé à ce pays depuis plusieurs décennies», dira t-il à propos de Cuba dont il réclame le retrait de l'embargo.

Pour finir, le vice-président Obiang Mangué a dit que l'Afrique peut jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. D'après son constat, les économies africaines peuvent devenir des acteurs importants des chaînes approvisionnement mondial, en faisant profiter de leurs vastes ressources en matières premières nécessaires aux secteurs de haute technologie et à leurs propres marchés de consommation en pleine croissance. Le Vice-Président a donc demandé que les engagements de financement du développement durable, conformément au Programme 2030 de l'ONU et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, soient finalisés.



Le Premier Ministre Akhannouch magnifie le modèle de coopération entre le Royaume et le reste de l'Afrique

Au cours de son intervention, le Premier Ministre marocain a mis en exergue la coopération que son pays ne cesse de développer avec l'Afrique subsaharienne. Il s'est penché aussi sur le dossier du Sahara marocain, en rappelant les principes et priorités du Maroc sur la question.

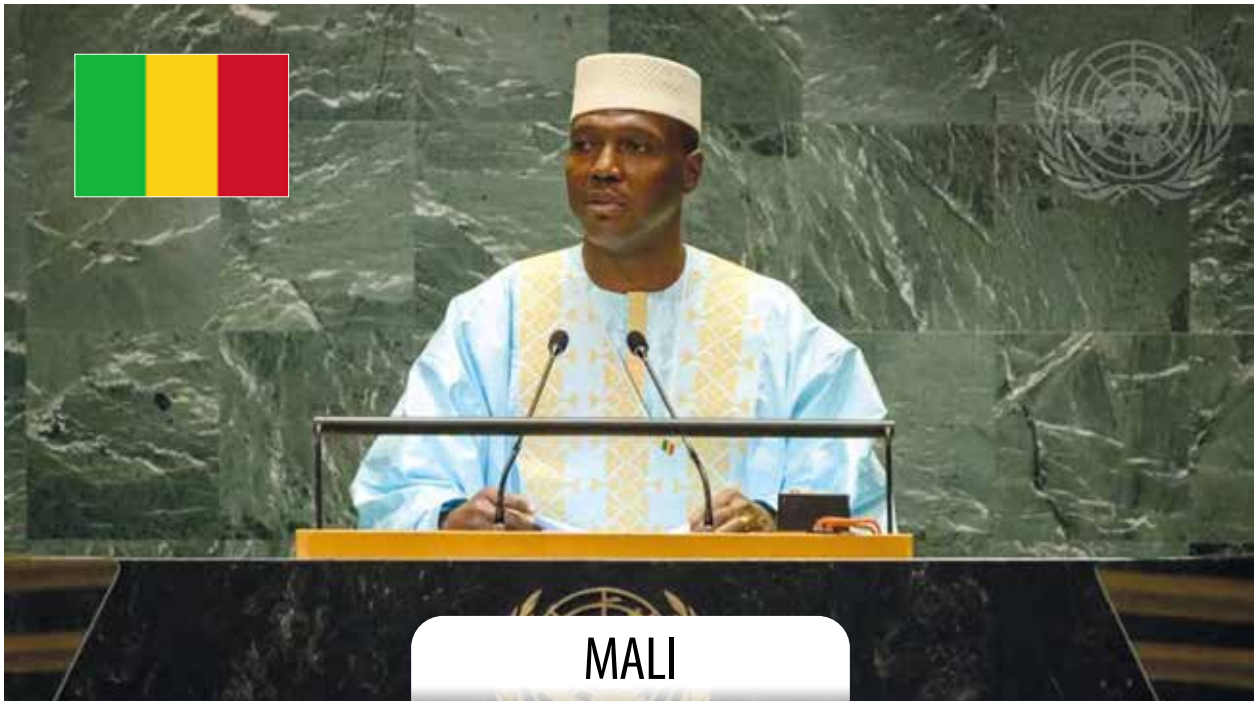
Le Premier Ministre Akhannouch se félicite de l'excellente coopération entre son pays et les autres pays africains. Une politique savamment pensée et qui donne des fruits visibles aujourd'hui. A ce propos, le Chef du Gouvernement du Maroc a rappelé au monde les bienfaits de l'Initiative atlantique pour le Sahel. Une vision globale qui vise, selon lui, à transformer la région en un espace de stabilité et de développement, en interconnectant au moins 13 États.

En plus des pays du Sahel, le Maroc multiplie d'autres initiatives sur le continent. M. Akhannouch s'est félicité de la coopération économique renforcée entre le Maroc et le Nigéria. De cette coopération sort de terre, un projet comprenant un pipeline gigantesque et longiligne qui favorisera l'intégration régionale et permettra le développement de la façade atlantique du continent.

Abordant la question délicate du Sahara marocain, le Premier Ministre marocain martèle que le plan d'autonomie du Maroc est le meilleur. L'initiative d'autonomie, dira le premier ministre Akhannouch est « essentielle pour le développement de la région ». Le Maroc a souhaité que les discussions politiques sur cette question soient relancées. Dans cette veine, il a appelé à la table des négociations toutes les parties prenantes dont l'Algérie. Cependant, ces discussions devront avoir pour socle le plan d'autonomie du Maroc, plan qui continue d'être adoubi par plusieurs pays dans le monde.

Au plan international, le Maroc a évoqué la situation en Palestine avec la guerre à Gaza. Le Premier ministre se dit solidaire de la souffrance du peuple palestinien et réitère la position de son pays sur une solution de paix: la création de deux États, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine.

VF.



Le Ministre Abdoulaye MAIGA dénonce les manigances de l'Algérie dans le Sahel

Avec la verve qui ne le quitte plus, le Ministre Abdoulaye MAIGA s'en est vertement pris à l'Algérie dont il a fustigé le comportement complice avec les terroristes qui écumant le Sahel.

« Nous constatons une grave ingérence dans les affaires intérieures du Mali. Depuis la fin de l'Accord d'Alger le 25 janvier 2024, le Mali n'exprime qu'un seul vœu le concernant, que son âme repose en paix. Monsieur le ministre des Affaires étrangères, l'accord est bel et bien mort. Vos incantations ne serviront pas à le ressusciter. Pour chaque balle tirée contre nous, nous réagirons par réciprocité, pour chaque mot employé de travers, nous réagirons par réciprocité. Quant aux représentants permanents algériens, en plus d'offrir le gîte et le couvert, certainement avec des succulents plats de tchaktchouka et de chorba à des terroristes et des renégats en débandades, son rôle d'estafette désorientée ne contribue guère à la promotion des relations de bon voisinage », a lancé le colonel Abdoulaye Maïga, à la tribune de l'ONU.

Pour le porte-parole du gouvernement malien, les informations distillées par l'Algérie sur la situation à Tinzaouatène sont totalement mensongers.

« De ces propos, il ressort des accusations graves et infondées. D'une part, la qualification de la nature civile des victimes est aventureuse et diffamatoire, et d'autre part, en affirmant que les opérateurs de drones n'ont de compte à rendre à personne, ils alimentent une campagne de désinformation contre le Mali, tout en soutenant l'idée que les vaillantes forces de défense et de sécurité maliennes seraient incapables de piloter des drones », a tenu à rectifier Abdoulaye Maïga .

« Aujourd'hui, les groupes terroristes ont été sérieusement affaiblis, les forces de défense et de sécurité sont déployées sur l'ensemble du territoire national. En outre, les actions offensives de nos forces se poursuivent pour démanteler les réseaux terroristes résiduels », a également déclaré le ministre malien à la tribune de l'ONU.

Le gouvernement du Mali a aussi dénoncé avec l'Algérie, l'Ukraine pour son soutien présumé aux terroristes du Sahel. En tout cas, le Mali n'entend plus user de la langue de bois avec son voisin algérien.

VF



SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

L'OIF veut créer et innover dans un contexte mondial changeant

Le 19e sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Villers-Cotterêts les 4 et 5 octobre 2024, a accouché de plusieurs déclarations. Tenu dans un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques fortes et surtout en Afrique, ce Sommet a ressemblé à un tremplin pour Paris qui essaie de rebondir sur le continent africain.



Quelle OIF dans un monde en perpétuel changement ? Quel apport de cette organisation dans le règlement des crises qui surviennent ici et là dans le monde et surtout en Afrique ? L'OIF doit faire sa mue et s'adapter à ce contexte. Pour ce faire, l'Organisation planche sur l'évolution de ses statuts, mais surtout sur la place de la jeunesse en termes d'emplois et de sécurité alimentaire.

Ce sont les trois enjeux majeurs qui regroupaient la cinquantaine de chefs d'Etat africains et de gouvernement en France les 4 et 5 octobre 2024. « L'avenir de nos jeunes est une priorité qui

nous engage à œuvrer toujours plus avec eux pour la paix, le développement durable de nos sociétés, dans les valeurs de solidarité et de tolérance, de justice et d'inclusivité, que porte la Francophonie », déclare le Sommet sur la question de la jeunesse.

En outre, le Sommet s'est engagé pour la promotion de l'égalité femmes-hommes, conformément à la « Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de

LE SOMMET S'EST ENGAGÉ POUR L'ÉGALITÉ POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ FEMMES- HOMMES...

l'autonomisation des femmes et des filles », adoptée lors du XVII^e Sommet à Erevan ».

Pour la jeunesse, la langue française doit être mise au service d'un continuum éducation-formation-employabilité. Les Chefs d'Etat ont donc convenu de créer les conditions pour les échanges universitaires entre les jeunes utilisant le français comme base de travail.

Concernant la résolution des crises et conflits en zone francophone et ailleurs, l'OIF se dit préoccupée de la dégradation de la sécurité en plusieurs endroits. Distribuant de bons et mauvais points, l'OIF s'est montrée attentive face aux régimes militaires guinéen et gabonais. Par exemple, l'OIF dit avoir adopté

« un mécanisme de suivi et d'évaluation de la situation des États et gouvernements faisant l'objet de sanctions », pour expliquer la réintégration de la Guinée...

Quant aux Maliens, aux Burkinabè, et aux Nigériens, l'OIF s'est montrée exigeante, en dépit d'une disposition à accompagner ces pays vers la voie de la normalisation. L'OIF appelle enfin les protagonistes de tous les conflits dans le monde à ne pas violer le droit international et veiller à la protection des civils.

Le 3^e grand moment du Sommet a été la révision des statuts de plusieurs pays. L'OIF a maintenant dans sa besace de nouveaux pays observateurs que sont le Chili, l'Angola, la Nouvelle-Ecosse au Canada, la Polynésie française (France) et la Sarre. Ce Sommet a surtout vu Chypre et le Ghana devenir des membres de plein droit de l'OIF.

A l'ouverture du Sommet, par contre, Emmanuel Macron a donné les enjeux géostratégiques de la rencontre. « La Francophonie est un espace d'influence diplomatique qui nous permet d'embrasser les enjeux du siècle. Elle est un lieu où nous pouvons ensemble porter une diplomatie qui défend la souveraineté et l'intégrité territoriale partout à travers la planète », a avancé Macron, démontrant ainsi que le Sommet ne portait pas uniquement sur ses objectifs affichés.

Quant à Louise Mushikawabo, SG de l'OIF, elle a tenu à préciser que la Francophonie n'avait rien à voir avec la Françafrique. De plus, elle a souligné que la Francophonie, ce n'est pas la France.

Valéry FOUNGBE



SOMMET ANNUEL DE L'UNION AFRICAINE DES PROMOTEURS IMMOBILIERS À CASABLANCA

QUAND L'AFRIQUE S'UNIT POUR RELEVER LES GRANDS DÉFIS LIÉS À L'IMMOBILIER DURABLE



Du 18 au 20 octobre 2024, la ville de Casablanca au Maroc a abrité un événement majeur. Le Sommet annuel de l'Union Africaine des Promoteurs Immobiliers (AURE) a réuni en effet, un nombre impressionnant de participants venant d'un peu partout du continent. De l'adoption d'une déclaration ambitieuse au terme du Forum du sommet, en passant par les nombreux accords de partenariats tissés avec les institutionnels, ce Sommet aura comblé les attentes des acteurs du secteur immobilier africain.

Seule organisation panafricaine indépendante, AURE est créée en 2022 par huit fédérations immobilières africaines. Aujourd'hui, elle regroupe 30 fédérations à travers le continent, et elle est la seule organisation en Afrique qui représente le secteur immobilier, tant public que privé. Elle s'est assignée la noble mission d'assurer à chaque citoyen africain un logement décent, accessible et respectueux de sa dignité, et de contribuer à la réduction du déficit de logements en Afrique.



Un nombre impressionnant de participants

Le sommet Annuel de AURE a connu la participation de plusieurs ministres Africains et a réuni plus de 200 promoteurs immobiliers, une cinquantaine d'exposants, cinq grandes institutions financières, et un flux de 30 000 visiteurs. Il a été ponctué par plusieurs événements : un forum comprenant des panels, tables rondes et sessions interactives, organisé en partenariat avec CGLU-Afrique, le salon africain de l'immobilier en collaboration avec la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers (FNPI), ainsi que l'Assemblée Générale de AURE et un dîner de gala.

Les travaux du forum ont abordé plusieurs thématiques pour le développement du secteur immobilier : l'accès aux financements durables, le renforcement de la chaîne de valeur et du «Made in Africa» et l'optimisa-

tion des processus de construction via l'intégration des technologies. Des ministres de l'habitat et des experts internationaux ont partagé leurs expériences et perspectives, et ont exploré ensemble des solutions pour une urbanisation inclusive et durable.

Le sommet AURE a vu la signature de plusieurs accords stratégiques qui visent à renforcer les partenariats entre les acteurs du secteur.

Plusieurs avancées notables, des innovations technologiques présentées

Mr. Amine Nokta, Président de la Commission de AURE, a souligné les avancées réalisées dans cette édition, notamment avec le lancement officiel de la première charte de l'organisation. Cette charte engage AURE et ses membres à contribuer activement à la réduction du déficit de logements en Afrique et au développement de l'écosystème immobilier dans plusieurs pays du continent. « Ce sommet, qui a accueilli des délégations de trente pays, du Maroc aux îles Comores, marque une étape décisive pour notre organisation. Avec cette charte, nous affirmons notre volonté de créer un million de logements décents en Afrique, » a déclaré Mr. Nokta.

Le sommet a également été le théâtre de nombreuses innovations technologiques appliquées au sec-

teur immobilier. Des entreprises marocaines et africaines ont présenté des solutions numériques pour faciliter l'accès aux matériaux de construction et optimiser les processus d'acquisition immobilière. La plateforme GHT Africa (Global Hub Trading for Africa), une centrale d'achat dédiée aux matériaux et matériels de construction parrainée par AURE, a été particulièrement remarquée pour son potentiel de transformation de l'approvisionnement en matériaux, essentiel au développement de projets immobiliers durables et accessibles et favorisant le «Made in Africa».

Des accords stratégiques pour renforcer les liens

Le sommet AURE a vu la signature de plusieurs accords stratégiques qui visent à renforcer les partenariats entre les acteurs du secteur. Parmi les initiatives phares, AURE a conclu des accords de partenariat avec Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et avec la Chambre Panafricaine de Commerce et d'Industrie (PACCI). L'Union a favorisé également des coopérations régionales entre fédérations membres, notamment entre la Fédération des Promoteurs Immobiliers du Nigeria (REDAN) et la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers du Maroc (FNPI). Ces alliances visent à renforcer les liens commerciaux et à stimuler les investissements transnationaux pour répondre aux besoins croissants de logements en Afrique. Ce sommet annuel de AURE a ainsi permis de poser les fondations d'un secteur immobilier africain dynamique et résilient, répondant aux besoins actuels tout en anticipant ceux des générations futures. AURE continue de fédérer les forces du continent pour relever les défis du logement et soutenir l'essor d'un habitat durable en Afrique.





DR AMINE NOKTA, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'AURE «Mon engagement est fermement ancré dans le développement et la structuration du secteur immobilier africain»

Derrière le succès éclatant qu'a connu le Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier à Casablanca les 18 et 19 octobre dernier, se trouvent plusieurs grands acteurs de la filière, à l'instar de Dr Amine NOKTA qu'on ne présente plus. Directeur Général de Walili Holding, un groupe immobilier fort de plus de 35 ans d'expérience, il occupe depuis deux ans le poste de Président de la commission de AURE qui est l'organe exécutif de l'organisation et celui de vice-président de la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers du Maroc (FNPI). Il répond aux questions de votre magazine et fait le grand zoom sur cet événement qui aura mobilisé un nombre impressionnant d'acteurs, d'experts et d'institutionnels.

Vous êtes un acteur bien connu dans le secteur immobilier marocain et africain. Les 18 et 19 octobre, Casablanca a accueilli le Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier encore appelé en anglais, «African Union for Real Estate» (AURE). En tant que Président de la Commission d'une telle structure, quel bilan faites-vous de ces deux jours d'échanges ?

Ce sommet a représenté une étape stratégique dans le parcours de AURE. Nous avons concrétisé des objectifs ambitieux, notamment l'expansion du nombre de fédérations membres, passant de 8 à



30 aujourd'hui. Ce renforcement témoigne de notre engagement à fédérer les acteurs immobiliers africains et à poser les bases solides pour une urbanisation durable.

Le Forum du sommet a abouti à l'adoption d'une déclaration ambitieuse; celle de construire un million de logements en Afrique, afin de réduire le déficit en logements et d'améliorer les conditions de vie de millions d'Africains. Nous avons également consolidé des partenariats essentiels avec des institutions telles que Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique), la Banque de l'Habitat du Burundi, et la Chambre Panafricaine de Commerce et d'Industrie, entre autres.

D'un autre côté, ce sommet a servi de plateforme d'échanges commerciaux, et a facilité les rencontres entre promoteurs, fournisseurs et institutions financières dans un cadre propice à l'innovation et au développement.

Pouvez-vous faire la promesse que les résolutions issues de ce sommet ne seront pas déposées et oubliées dans les tiroirs comme c'est souvent le cas en Afrique ?

C'est vrai que AURE est une organisation jeune mais déjà elle est très dynamique et s'appuie sur la solidité et le poids de ses fédérations membres dont certaines ayant plusieurs décennies d'existence. En seulement deux ans, nous avons déjà réalisé une grande partie des objectifs que nous nous étions fixés à la création de AURE. Chaque résolution est portée par un plan d'action précis, un suivi rigoureux et un engagement de notre part pour que chaque projet voit le jour. Nos partenariats stratégiques avec des institutions africaines et internationales ajoutent un soutien structuré et des ressources pour donner vie

à nos engagements. Il ne s'agit pas de simples déclarations d'intention. AURE œuvre pour des actions concrètes et mesurables, qui contribueront véritablement au développement durable du secteur immobilier en Afrique. Mon engagement est fermement ancré dans le développement et la structuration du secteur immobilier africain, afin d'offrir des solutions de logement dignes et accessibles à nos concitoyens et de contribuer à l'essor socio-économique du continent.

Le Forum du Sommet a abouti à l'adoption d'une déclaration ambitieuse...

Quel état des lieux pouvez-vous faire aujourd'hui du marché de l'immobilier au Maroc et en Afrique ?

Au Maroc, nous avons accompli des avancées en matière de réduction du déficit en logements. Grâce à la vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a pu diminuer ce déficit d'environ 600 000 logements en quelques années. Cette réussite repose en grande partie sur des politiques publiques efficaces, comme les subventions pour le logement social. Initialement, ces subventions prenaient la forme d'exonérations fiscales en faveur des promoteurs, mais aujourd'hui, elles se sont orientées vers une aide directe au logement qui vise à faciliter l'accession à la propriété pour les citoyens marocains. En Afrique, le tableau est plus complexe et hétérogène. Le

continent affiche un besoin colossal de 92 millions de logements, avec un rythme de construction et de réduction du déficit qui varie selon les pays et dépend largement de la volonté politique de chacun. Si certains pays avancent à une cadence encourageante, beaucoup d'autres font face à des obstacles de financement et d'infrastructures. Dans ce contexte, le Maroc se distingue comme un modèle de réussite en matière de logement, ce qui illustre qu'avec une vision claire et des politiques adaptées, il est possible de réduire considérablement le déficit en logements.

On apprend de plus en plus que le secteur de l'immobilier est parmi ceux qui rapportent le plus d'argent au Maroc. Confirmez-vous cela ? Si oui, de quels atouts dispose alors ce secteur pour générer autant d'attention et de devises ?

Oui, le secteur immobilier au Maroc est effectivement l'un des plus rentables. Ce succès repose sur plusieurs atouts notamment une stabilité politique et économique, des politiques publiques favorables à l'investissement, et une forte demande interne liée à l'urbanisation croissante. En tant que carrefour entre l'Europe et l'Afrique, le Maroc attire également des investissements étrangers. Pour moi, l'immobilier reste un domaine stratégique, particulièrement intéressant dans un contexte où les besoins en logement et en infrastructures ne cessent d'augmenter.

Est-ce une bonne idée d'acheter une maison au Maroc aujourd'hui ? Que conseilleriez-vous à un investisseur qui s'adresse ainsi à vous ?

Absolument, c'est un moment très favorable pour investir dans l'immobilier au Maroc. Le pays connaît une croissance économique stable,

soutenue par des projets d'infrastructures de grande envergure, en particulier dans le cadre de la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030. Ces événements ont non seulement un impact direct sur les infrastructures mais renforcent aussi la visibilité internationale du pays ce qui attire des capitaux et des investissements divers. L'immobilier, déjà un secteur clé, devient alors une option d'investissement stratégique. Pour un investisseur, je conseille de cibler des projets dans les zones à fort potentiel de développement, notamment dans les nouvelles zones industrielles et les centres urbains en expansion tel que Casa Finance city à Casablanca. Cela leur permet de maximiser leurs rendements dans un marché où la demande de logements et de biens commerciaux est croissante. Le marché marocain, soutenu par des politiques fiscales et de subventions incitatives, est donc une opportunité à saisir.

«Construire un million de nouveaux logements en Afrique, quelles perspectives ?» Tel était le sujet de la Session N°1 lors du Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier. C'est un projet ambitieux sans doute. Mais dites-nous, de quels moyens dispose votre structure (AURE) pour concrétiser un tel vœu ?

La construction d'un million de logements est un objectif ambitieux mais réalisable si nous mobilisons nos ressources et nos partenaires de manière stratégique. AURE regroupe des centaines de promoteurs immobiliers à travers le continent, et nous avons déjà mis en place plusieurs initiatives structurantes pour soutenir cet objectif. Par exemple, AURE

parraine des projets immobiliers clés et contribue à leur financement pour permettre leur concrétisation dans divers pays africains. Nous avons aussi initié des partenariats qui visent à innover dans les chaînes d'approvisionnement de matériaux de construction et à promouvoir les solutions de fabrication locale. Nous investissons également dans la formation de la main-d'œuvre pour développer les compétences locales, ainsi que dans la sécurité foncière pour rendre les projets « bancables » et attirer les investisseurs. AURE, à travers ces différentes chambres et moyens vise aussi à créer une véritable synergie entre les acteurs publics et privés pour structurer des écosystèmes immobiliers durables. Nous sommes donc convaincus de pouvoir progresser vers cet objectif



de logement décent et accessible pour tous en Afrique.

Selon vous, quelles perspectives d'avenir pourrait-on entrevoir pour le secteur de l'immobilier en Afrique en général et au Maroc en particulier ?

L'immobilier est sans aucun doute un pilier du développement africain au 21^e siècle. Ce secteur ne se limite plus uniquement aux logements d'habitation, mais englobe aussi des infrastructures indispensables telles que les espaces industriels, les hôpitaux, les hôtels, et autres structures commerciales. L'Afrique connaît une urbanisation rapide et une demande sans précédent pour des infrastructures diversifiées et modernes. C'est un secteur d'avenir, avec de vastes perspectives pour

les investisseurs qui savent anticiper et saisir les besoins évolutifs de la population africaine. Au Maroc, nous constatons une orientation claire vers le développement industriel, renforcée par la nouvelle charte d'investissement qui soutient l'implantation de parcs industriels et d'infrastructures modernes. Le Maroc est bien positionné pour être un modèle en matière de diversification du secteur immobilier, grâce à une vision de développement qui allie durabilité et attractivité économique. Dans un futur proche, je pense que l'immobilier marocain continuera à jouer un rôle central dans l'attraction d'investissements étrangers, et contribuera au développement de l'écosystème industriel et commercial dans tout le continent.

**Propos recueillis par
Samirat NTIAZE**

SALON DE L'IMMOBILIER À CASABLANCA

Les Comores affichent de grandes ambitions

L'Union des Comores, présidée par M. Azali Assoumani n'est pas restée en marge du Salon de l'immobilier et du Sommet de l'Union Africaine pour l'Immobilier (AURE) à Casablanca. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et chargé des Affaires foncières et des Transports Terrestres, M. Aboudou Idarousse, représentant le chef de l'Etat, a dévoilé les ambitions de son pays qui concordent parfaitement avec celles de ces deux grands rendez sur l'immobilier.

L'Union des Comores s'est notamment distinguée à Casablanca, grâce à un discours séduisant de la première personnalité en charge de l'urbanisme. Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et chargé des Affaires foncières et des Transports Terrestres, M. Aboudou Idarousse, a d'abord exprimé sa gratitude au Royaume du Maroc pour l'accueil chaleureux de ce sommet ainsi qu'à ses hôtes de Casablanca pour leur hospitalité. Il a également fait savoir que c'est un véritable honneur pour lui de représenter le Président de l'Union des Comores, M. Azali Assoumani, à cet important forum.

M. Aboudou Idarousse, a souligné qu'à l'instar de nombreux pays africains, l'Union des Comores est confrontée à des



défis liés à l'urbanisation rapide, mais aussi, à de grandes opportunités. Ce qui « nous pousse à repenser nos infrastructures, nos espaces publics, et à répondre à la demande croissante de logements décents et accessibles », appuie-t-il.

Précisant que le gouvernement comorien, sous l'impulsion du Président Azali Assoumani, a pleinement conscience de l'importance de l'habitat pour le développement durable, M. Idarousse a fait savoir que « les réflexions menées par le Président et son gouvernement sont guidées par une ambition claire : bâtir des villes modernes et résilientes qui se positionnent comme des moteurs de croissance économique et de cohésion sociale ». Ce qui figure d'ailleurs parmi les ambitions affichées par le Salon de l'immobilier et le Sommet de l'Union Africaine pour l'Immobilier.

Pour concrétiser cette noble ambition, le Ministre comorien a dévoilé les mesures prises par le gouvernement dont entre autres, la modernisation de la gestion foncière, la simplification des procédures d'acquisition de terrains, et la promotion d'une urbanisation durable. Et d'ajouter à tout ceci : « l'ambition de moderniser nos infrastructures de base, notamment l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'électricité », qui, à l'en croire, sont des éléments essentiels à toute urbanisation réussie.

Selon le Ministre comorien, toutes ces ambitions ne pourront se concrétiser que grâce à des partenariats solides avec des acteurs du secteur de l'immobilier, des institutions internationales et les pays frères africains. En clair, affirme-t-il, « ce sommet représente pour nous, une pla-



teforme idéale pour échanger sur les meilleures pratiques et nouer des alliances stratégiques ». A l'en croire, ce genre de forums offrent « une opportunité inesti-

mable de collaborer et de bâtir une Afrique prospère, où chaque citoyen a accès à un logement décent et où l'urbanisation devient un véritable vecteur de prospérité et non une source de disparités ».

Pour finir, le Ministre a affirmé que les Comores sont prêtes à jouer leur rôle dans cette dynamique panafricaine, tout en appelant tous les africains, dans une dynamique d'ensemble, « à bâtir un avenir où chaque citoyen africain, pourra vivre dans des conditions dignes, avec des opportunités économiques accessibles ».

L'Union des Comores est confrontée à des défis liés à l'urbanisation rapide...

Par Cir-Raoul HOUNGBEDJI



ABDOULAYE HAMANI, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS DU NIGER

« Les promoteurs immobiliers africains doivent unir leurs forces afin de relever le défi du logement »

Présent à Casablanca où il a pris part au Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier, et à la 3ème édition du Salon de l'immobilier organisé par la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers (FNPI), Abdoulaye Hamani livre ses impressions sur ces événements significatifs pour le secteur de l'habitat en Afrique. Hommes d'Afrique magazine a rencontré le Président de la Fédération des promoteurs immobiliers du Niger qui en profite pour appeler tous les acteurs du secteur à une unité d'actions afin de mieux impacter la vie des populations africaines.

Pouvez-vous dire M. Hamani à nos lecteurs, ce qui justifie la présence de la Fédération des promoteurs immobiliers du Niger ici à Casablanca ?

Merci pour votre question. Je dois dire qu'en tant que Président de la Fédération des promoteurs immobiliers du Niger, nous sommes venus au Maroc pour prendre part au Salon de l'immobilier. En même temps, pour assister à une importante rencontre de notre Association africaine, à savoir l'Union Africaine pour l'immobilier (AURE).

Quels sont les principaux objectifs de ce rendez-vous en termes de développement durable dans le secteur immobilier africain ?

Le principal objectif de cette rencontre, c'est d'abord de réu-

nir tous les promoteurs immobiliers africains afin que nous puissions discuter de l'avenir de l'habitat en Afrique d'autant plus que nos villes et nos populations en ont vraiment besoin.

Dites-nous, quelles stratégies sont envisagées pour favoriser la collaboration entre les acteurs publics, privés et la société civile afin de surmonter les défis du logement en Afrique ?

En effet, le défi du logement fait intervenir plusieurs

C'est tout un réseau qui doit travailler en synergie d'actions pour solutionner tous les problèmes du secteur...

acteurs. Comme vous l'avez souligné : l'Etat, les promoteurs immobiliers, le privé, la société civile. En un mot, c'est tout un réseau qui doit travailler en synergie d'actions pour solutionner tous les problèmes liés au secteur.

Quels types d'investissements ou de financements sont considérés comme essentiels pour rendre l'immobilier africain plus accessible et plus inclusif ?

Généralement, il y a les investisseurs privés. Ils ont les moyens. Il y a aussi ce qu'on peut faire en PPP, partenariat public-privé. Je pense d'ailleurs que c'est la solution idéale pour trouver rapidement la solution aux difficultés que pose le secteur de l'immobilier en Afrique.

Quelles sont les conclusions issues des différents échanges à cette manifestation ?

Le Salon a été une grande réussite. Nous avons également profité de cette opportunité pour tenir l'Assemblée générale de notre Association. Je veux parler de l'Union Africaine pour l'immobilier encore appelé en anglais «Union for Real Estate» (AURE). Nous avons profité pour échanger sur le fonctionnement de l'AURE et évaluer ce qui a été fait depuis deux ans que cette Association existe. D'autre part il y a également plusieurs promoteurs qui ont exposé et proposé des produits intéressants avec qui nous avons d'ailleurs noué des partenariats très sérieux.

Quel est votre dernier mot ?

Je lance un appel à tous les acteurs et associations de promoteurs immobiliers africains. On doit se tenir la main et unir nos forces afin de relever ce défi. Parce que la question du logement est un défi très sérieux qui est une véritable problématique, même au niveau de nos Etats.

Entretien avec Samirat Ntiaze, à Casablanca

FRANÇOIS NIBIZI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE L'HABITAT DU BURUNDI

« Il faut surtout mettre en place des mécanismes efficaces de financement et d'accès au logement »

Du 18 au 20 octobre 2024, la ville de Casablanca au Maroc a abrité deux événements importants qui placent l'immobilier africain au centre des préoccupations. Il s'agit du Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier, et la 3ème édition du Salon de l'immobilier organisé par la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers (FNPI). Présent à ces deux grands rendez-vous, M. François NIBIZI, Administrateur, Directeur général de la Banque de l'Habitat du Burundi, livre ses impressions à Hommes d'Afrique magazine dans cet entretien.

Pouvez-vous dire à nos lecteurs, ce qui justifie votre présence en terre marocaine ?

Je suis ici à Casablanca pour répondre à une invitation importante qui me permet de participer au Sommet de l'Union Africaine pour l'immobilier, organisé par l'Union Africaine pour l'immobilier et à la 3ème édition du Salon de l'immobilier «IMMOGALLERY», organisé par la Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers (FNPI).

Quels sont vos objectifs



poursuivis en venant à cet événement ?

Comme il n'y a pas encore d'associations fortes au Burundi, le rôle de la promotion immobilière incombe à notre banque depuis 1987. Donc nous accompagnons les promoteurs immobiliers, nous les finançons. Dans le même temps, la banque construit elle-même des maisons, des logements pour la diaspora mais aussi, pour les fonctionnaires de l'état. Donc, nous ne pouvons pas rater un tel rendez-vous, surtout qu'actuellement l'Afrique est entrain de s'unir pour répondre elle-même à certains défis dont entre autres, l'accès à l'habitat décent.

Comment votre gouvernement envisage-t-il d'améliorer l'accès au logement abordable dans les zones urbaines et rurales ?

Merci beaucoup pour cette question. Vous savez, notre gouvernement dirigé par son Excellence, Général-Major Évariste Ndashimiyé a promulgué une loi sur la politique nationale de l'habitat. Dans cette politique le gouvernement burundais envisage la disponibilité des terres afin de les rendre plus abordables. Deuxièmement le Burundi est entrain de mettre en place une politique de construction en hauteur pour maximiser l'espace habitable, mais aussi pour accorder des exonérations et des incitations aux promoteurs immobiliers; mais également, à exonérer les matériaux de construction.

Le pays compte également à encourager tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne immobilière, dont entre autres, les industriels, ceux qui interviennent dans la cimenterie,

le fer, dans l'exploitation des mines, du marbre, et aussi les coopératives qui s'investissent dans la fabrication des briques. Le gouvernement fait des efforts énormes et s'est donné une vision, à savoir faire du Burundi, un pays émergent à l'horizon 2040 et un pays développé d'ici 2060. Et l'accès à un habitat décent fait partie des indicateurs pouvant favoriser cette émergence ou ce développement.

LE BURUNDI EST EN TRAIN DE METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DE CONSTRUCTION EN HAUTEUR...

Quels sont les obstacles à la mise en place du projet de logement social durable et comment peut-on les surmonter?

Le premier obstacle dans notre pays, c'est le faible moyen de la classe moyenne. Vous savez, les conséquences générées par la pandémie du Covid-19 et aussi la guerre en Ukraine, ont fait qu'au niveau de la chaîne logistique mondiale, les prix ont monté concernant les matériaux de construction que notre pays importe. Du coup, les fonctionnaires qui pouvaient s'octroyer les moyens ont évoqué leur cherté. Deuxièmement, il y a les exigences au charge-

ment. Au Burundi chacun veut construire sa petite maison. Cependant, construire en hauteur est toujours une grande problématique, mais aussi pour le gouvernement, démolir pose un problème. Le gouvernement qui compte favoriser tout le monde essaie donc de réfléchir à comment sensibiliser les populations. Face à tous ces défis, le gouvernement tente de refaire la cartographie des terres cultivables à protéger mais aussi celle des terres à bâtir en hauteur. Actuellement on est à 12 millions et en 2040 on pourrait se retrouver à 40 millions. Et si on ne pense pas à construire en hauteur, ça sera difficile de nourrir et de loger la population.

Êtes-vous satisfait de l'organisation de ce 3ème Salon? Qu'avez-vous retenu de tout ce qui a été dit ?

Ce qui m'a fortement ému, c'est cet engouement exprimé par tous les pays africains de promouvoir le logement décent sur le continent. Mais aussi, tout le monde est d'accord qu'il faut surtout mettre en place des mécanismes efficaces de financement et d'accès au logement. Que ce soit le gouvernement ou le secteur privé, chacun en ce qui le concerne doit s'impliquer. J'ai noté que le secteur privé doit s'investir davantage pour que les gens aient accès à un logement décent. J'ai également noté que le gouvernement doit mettre en place des mécanismes et des lois qui favorisent les structures privées à venir investir dans ce secteur en pleine évolution.

Entretien avec Samirat Ntiaze, à Casablanca

ALAIN MOUGANG TANKWA, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS DU CAMEROUN (APIC)

« Il faut changer de mentalité et construire en hauteur »

Président de l'Association des Promoteurs immobiliers du Cameroun (APIC), Agent immobilier agréé par l'Etat et de la seule école qui fait la promotion de l'immobilier, Alain Mougang Tankwa était au Maroc pour échanger avec ses pairs. Il livre ses impressions.

En terme de développement durable, quels sont les objectifs principaux de cette rencontre ?

Si on doit parler en termes de durabilité et de solutions qui prennent en compte des initiatives innovantes, qui tiennent compte aussi de personnes à qui elles doivent s'appliquer, alors je dirai que cette réunion de Casablanca est un événement important.

L'AURE est une idée géniale, en ce sens que nous parlons d'inclusivité de l'économie africaine. Vous savez, l'immobilier porte tous les autres secteurs de l'économie. En partant de ce constat, pourquoi alors, nous Africains, importons 90 pour cent des intrants de ce secteur de l'extérieur ? Nous avons pourtant des capacités ici et c'est ce que cette rencontre veut corriger en y apportant des réponses durables.

En effet, nous pensons qu'en



s'attaquant à l'achat des matériaux de construction et le secteur de l'achat en intrant, nous pouvons faire baisser le coût des maisons, vu que dans nos différents pays le niveau de vie des populations est quasiment le même.

C'est l'une des batailles de AURE. AURE vise à créer un marché africain via une centrale d'achats des produits liés à la construction.

Quels types de financements pourraient rendre plus accessibles les logements en Afrique ?

Nous pensons que ce sont des financements endogènes qui peuvent aider dans ce sens. Il nous faut imaginer un mode de financement qui ne dépend pas de l'Europe, des autres. Je ne parle pas de système monétaire, mais de mutualisation de nos efforts pour bénéficier ensemble.

Nous pensons qu'il faut que les banques africaines adaptent leurs financements aux marchés et habitudes des Africains. Il est temps de sortir du Diktat des banquiers qui imaginent, seuls dans leurs bureaux des modèles, sans tenir compte de nos réalités.

Avec AURE, nous allons mailer le territoire africain pour rassembler ce qui nous est commun afin que les Banquiers africains puissent s'adapter à nous. Voilà, un financement africain pour les Africains.

Quels sont les principaux obstacles à l'acquisition de logements sociaux et

comment surmonter ces difficultés ?

Les premiers obstacles sont relatifs à la terre, c'est à dire au foncier, parce que le foncier pour le logement doit être aménagé et équipé de certaines infrastructures dont les voies d'accès, l'eau et l'électricité. Voilà des éléments qui font d'un foncier, un foncier constructible. Dès lors, la valeur d'un tel foncier monte très haut. Si on va dans des banlieues pour avoir

Il faut que les banques africaines adaptent leurs financements aux habitudes des Africains...

du foncier moins cher, on s'éloigne des lieux d'activités. Ce qui génère encore des frais supplémentaires dont les coûts de transport.

Pour surmonter cela, nous disons qu'il faut construire en hauteur, avec des logements collectifs qui vont permettre d'adresser les problèmes d'équipements.

Malheureusement, nos cultures africaines se heurtent à cette solution de la construction en

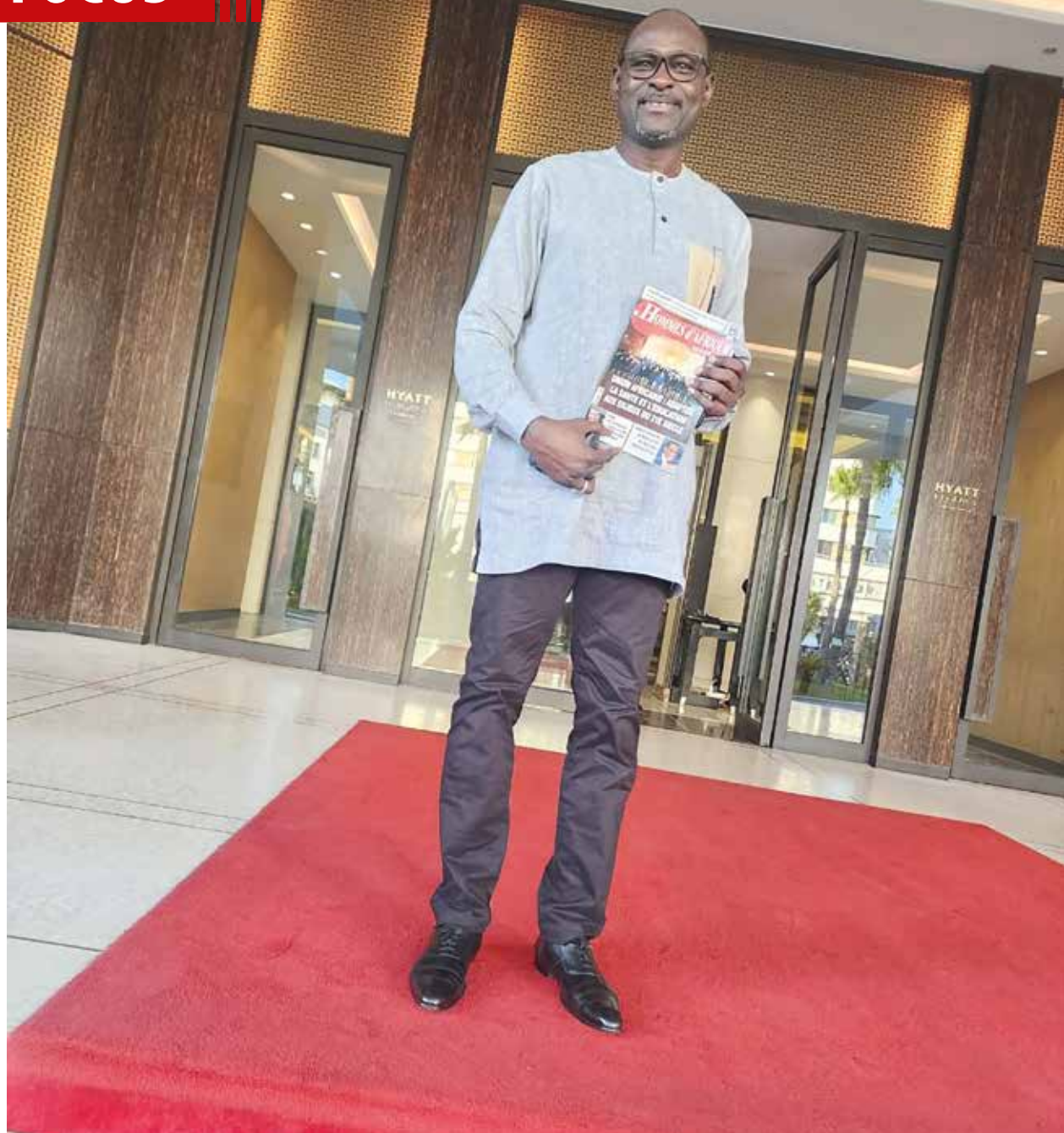
hauteur. Nous voulons avoir, chacun sa petite maison, chacun sa cour. Il faut expliquer aux Africains que l'important aujourd'hui n'est pas d'avoir sa petite maison mais d'être proche de son lieu d'activité. Enfin, je vous disais tout à l'heure que nos banquiers devraient s'adapter à nos réalités. Il faut aussi être innovant sur le taux de bancarisation qui est très faible en Afrique.

Au sortir de cette rencontre de Casablanca, qu'est-ce que vous reprenez ?

AURE est assez jeune. C'est un bébé qui est né en 2022 seulement. Nous sommes en train d'adapter notre programme aux défis et réalités du secteur. Le gros défi étant une reconnaissance de l'Union Africaine, il est apparu nécessaire après l'AG à Addis-Abeba de changer certaines appellations. Désormais, on parlera de président de Commission là où nous parlions de Secrétaire Général etc. Nous avons divisé l'Afrique en quatre régions avec des représentants de sorte que notre organisation soit tributaire de celle de l'UA. On a aussi modifié nos statuts pour permettre à d'autres corps de métiers comme les architectes, les ingénieurs, de siéger dans l'organisation.

Le rapport global et financier a été très intéressant aussi. Voilà la particularité de cette rencontre qui a mobilisé 30 pays sur 54 en Afrique.

Entretien avec Samirat Ntiaye, à Casablanca



OUSMANE SOW, DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE SAINT-LOUIS AU SÉNÉGAL

« Ce forum nous a permis de nouer des relations et des partenariats multiples »

Le Sénégal a pris une part active à la 3ème édition du Salon de l'immobilier et au Sommet de l'Union Africaine pour l'Immobilier (AURE) à Casablanca. M. Ousmane Sow, est Directeur de l'Agence régionale de Développement de Saint-Louis au Sénégal. Il a représenté son pays à ces grands rendez-vous de l'immobilier africain et livre ses impressions à Hommes d'Afrique magazine.

En terme de développement durable, quels sont les objectifs principaux de cette rencontre ?

L'immobilier africain est un enjeu parce que l'Afrique de la disponibilité d'un logement adéquat pour tous. Dans les grandes villes, on constate une urbanisation incontrôlée et le rôle de ceux qui ont la responsabilité de bâtir ces territoires ont l'obligation de changer la donne. Comment le faire ?

On a besoin de réfléchir et concevoir des solutions à l'africaine. C'est pour cela que nous avons été très enchantés de participer à ce forum avec nos homologues des pays africains, pour voir comment nous pourrions porter ce défi ensemble consistant à doter nos villes de logements durables, avec des constructions basées sur des matériaux locaux et des expertises africaines. Ce forum a apporté une plus-value importante en soulevant les défis et la nécessité de travailler la main dans la main.

Ceci dit, quels sont les principaux défis auxquels les Africains sont confrontés concernant la question du logement ?

Le principal défi est la maîtrise de

la planification urbaine. L'Afrique est un continent très dynamique en termes de croissance démographique. Et aujourd'hui, nous avons les zones rurales qui perdent du terrain au profit des zones urbaines et ce rythme de croissance semble être plus rapide par rapport à l'offre de logements décentes.

C'est un défi d'anticiper dans la planification en aménageant des zones d'accueil pour les résidents futurs tout en intégrant les espaces pour les zones d'activi-

Au Sénégal, nous sommes en train de construire un partenariat entre les promoteurs immobiliers qui sont agréés sur la base d'un cahier de charges.

tés économiques et les cadres de loisirs pour l'épanouissement des populations. L'Afrique doit rehausser ses standards en matière de logements et se hisser au niveau des pays dits développés. Parce que c'est la dignité de l'humain qui est concerné.

Des solutions innovantes sont sorties de ce forum qui vont nous inspirer dans nos pays respectifs et surtout favoriser la mutualisation de nos efforts et expertises.

Quels partenariats publics-privés pourraient favoriser une plus grande inclusion

sociale dans les projets immobiliers ?

Ce partenariat doit reposer sur une reconnaissance du rôle de chaque partie prenante. Quand on doit régler les problèmes du logement, ce ne sont pas seulement les structures publiques de l'Etat qui doivent changer la donne. Le secteur privé a aussi une responsabilité, tout comme les citoyens en tant que porteurs de la demande en logements.

Il faut s'assurer que toutes ces parties soient sur une même table et s'accordent sur comment travailler ensemble pour changer la donne. Je pense qu'aujourd'hui le secteur privé a un rôle très important. L'Etat doit lui reconnaître ce rôle là et lui ouvrir toutes les possibilités nécessaires en termes de facilitation pour que le secteur privé gagne ce défi. Au Sénégal, nous sommes en train de construire un partenariat entre les promoteurs immobiliers qui sont agréés sur la base d'un cahier de charges. Ces promoteurs se chargent d'offrir le gap immobilier qui est de 500 mille logements. L'Etat a lancé un programme de construction de 30 mille logements chaque année qui est fait par les mêmes promoteurs.

Que reprenez-vous après ces jours d'intenses discussions ?

J'étais au Maroc avec des élus locaux pour leur montrer aussi que les territoires ont un rôle à jouer. Il y a une approche multi-niveaux. Ce forum nous a permis de nouer des relations et des partenariats multiples entre le Maroc et le Sénégal et entre le Sénégal et le reste des pays africains présents.

Entretien avec
S.N., à Casablanca

ANDREW P.KATO, PRÉSIDENT DE L'AREPTA

«L'un des principaux défis est l'absence d'organismes de régulation dédiés à l'immobilier»

Monsieur le Président, vos objectifs ont-ils été atteints après votre participation au Forum ?

Les objectifs de notre participation au Forum étaient multiples. Tout d'abord, nous avons pour but de renforcer un réseau solide avec d'autres professionnels et promoteurs immobiliers africains. Comprendre le fonctionnement des développeurs immobiliers et des associations professionnelles dans d'autres pays africains est essentiel pour favoriser la collaboration et aligner les meilleures pratiques.

De plus, nous cherchions à mieux comprendre la vision et les initiatives générales que l'Union africaine défend pour le secteur immobilier à l'échelle du continent. En participant à ce rassemblement, nous avons atteint ces objectifs et acquis des perspectives précieuses sur les stratégies et politiques qui peuvent être adaptées à nos contextes spécifiques.

Ce réseau et cette base de connaissances partagées sont des étapes cruciales vers un secteur immobilier africain unifié et solide.

Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous faites face dans le secteur du bâtiment sur le continent ?

L'un des principaux défis est l'absence d'organismes de régulation dédiés à l'immobilier dans de nom-



breux pays africains, y compris la Tanzanie.

En l'absence de ces cadres réglementaires, il devient difficile d'établir des normes, de sécuriser les investissements et de répondre aux besoins du secteur. Le logement abordable et à bas coût reste sous-développé, principalement en raison du manque d'incitations – telles que des allègements fiscaux ou des subventions – pour attirer les investisseurs dans ce domaine.

Le logement abordable devrait être une priorité, car il répond aux besoins de la majorité de la population. Par ailleurs, les options de financement pour les promoteurs sont limitées. Les banques ont souvent tendance à considérer les promoteurs immobiliers comme des négociants en matières premières, imposant des taux d'intérêt élevés sans tenir compte de la nature à long terme des projets immobiliers. Les investissements immobiliers nécessitent des capitaux initiaux importants et des périodes de remboursement plus longues ; ainsi, les politiques de prêt doivent être adaptées à cette réalité pour encourager une croissance durable du secteur.

Selon vous, comment les exemples présentés lors du Forum au Maroc pourraient-ils aider à surmonter les obstacles au développement de l'Afrique ?

Le Forum au Maroc a mis en lumière de nombreuses réussites et approches innovantes qui peuvent être adaptées à l'échelle de l'Afrique. Une solution prometteuse est la formation d'une Union africaine pour l'immobilier (AURE), intégrée dans la structure existante de l'Union africaine par le biais de ses agences et institutions spécialisées (<https://au.int/en/specialised-agencies-institutions>).

Une telle union pourrait jouer un rôle clé dans la définition de politiques à l'échelle continentale et dans la création d'une Banque africaine dédiée au financement des projets immobiliers. Cette banque pourrait fournir des financements dédiés aux projets immobiliers, notamment dans le logement abordable, et faciliter la mise en place d'usines de fabrication de matériaux de construction à travers le continent.

Avec un accès à des financements constants et une production locale

Le Forum au Maroc a mis en lumière de nombreuses réussites et approches innovantes qui peuvent être adaptées à l'échelle de l'Afrique.

de matériaux, les pays peuvent réduire les coûts et améliorer l'accessibilité des logements, faisant ainsi des progrès significatifs pour résoudre le déficit de logement en Afrique et stimuler la croissance économique.

Quelles sont les recommandations importantes ?

Il est essentiel que les gouvernements africains reconnaissent l'impact économique que l'immobilier peut avoir sur la croissance de leur PIB. Le secteur immobilier crée de l'emploi, stimule les industries connexes et répond à un besoin crucial en matière de Le secteur immobilier crée de l'emploi, stimule

les industries connexes et répond à un besoin crucial en matière de logement.

Par conséquent, les gouvernements devraient établir et faire respecter des cadres réglementaires qui soutiennent la croissance et la stabilité du secteur. En outre, des politiques devraient être mises en place pour promouvoir un développement urbain durable et inclusif, notamment des incitations pour les projets de logements abordables.

Reconnaître et soutenir les contributions du secteur immobilier encouragera les investisseurs, tant locaux qu'internationaux, à s'engager dans des initiatives de développement à long terme.

Quelle est la voie à suivre ?

La voie à suivre repose sur une approche globale, combinant les efforts des promoteurs, des associations professionnelles et des plateformes médiatiques. L'éducation est la clé. Grâce au plaidoyer et aux campagnes de sensibilisation, ces acteurs peuvent aider les gouvernements africains et le public à comprendre l'importance de s'attaquer à la pénurie de logements et d'investir dans le secteur immobilier.

Les plateformes médiatiques, les associations professionnelles et les institutions éducatives doivent continuer à souligner l'urgence du déficit de logements et les avantages socio-économiques de sa résolution. Cet effort concerté contribuera à changer les perceptions et à faire du logement une priorité centrale. Il est temps de concentrer les ressources et l'attention des politiques sur ce secteur crucial pour garantir non seulement sa croissance, mais également des progrès réels et durables en matière de solutions de logement pour l'Afrique.

**Interview réalisée par
Joseph Kapo**





SOMMET DES BRICS À KAZAN

Perspectives et enjeux d'une rencontre multipolaire



Le sommet des BRICS, qui rassemble les cinq grandes économies émergentes – le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – a eu lieu à Kazan, en Russie. Cet événement a été l'occasion pour ces pays de discuter des enjeux mondiaux actuels, de renforcer leur coopération économique et de promouvoir un ordre mondial multipolaire.

Les BRICS représentant environ 40 % de la population mondiale et un quart du PIB global ne veulent plus suivre l'ordre mondial préexistant. À un moment où les tensions géopolitiques sont croissantes,

notamment en raison des conflits en Ukraine et des rivalités entre grandes puissances, le sommet de Kazan s'est inscrit dans une dynamique de renforcement des liens entre ces nations.

Les pays participants ont exprimé leur volonté de promouvoir un ordre mondial basé sur le multilatéralisme et la coopération, loin des influences dominantes de l'Occident.

L'un des thèmes centraux du sommet a été la nécessité de renforcer la coopération économique entre les pays membres.

Coopération économique...

Des discussions ont eu lieu sur l'augmentation des échanges com-

merciaux, l'investissement dans les infrastructures et la création de mécanismes financiers alternatifs. Les participants ont mis l'accent sur l'importance de développer des infrastructures interconnectées pour stimuler le commerce intra-BRICS.

Sécurité alimentaire et énergétique
La question de la sécurité alimentaire a également été au cœur des débats. Les BRICS, avec leurs vastes territoires agricoles, ont discuté de stratégies pour assurer la sécurité alimentaire face aux crises climatiques et aux pandémies. De même, la sécurité énergétique a été un enjeu crucial, notamment en raison de la dépendance énergétique crois-

sante des pays en développement. Des initiatives visant à diversifier les sources d'énergie et à promouvoir les énergies renouvelables ont été proposées.

Développement durable et changement climatique

Les BRICS ont souligné leur engagement envers le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Le sommet a été l'occasion de mettre en avant des projets communs en matière d'énergie renouvelable et de développement durable. Les participants ont convenu de travailler ensemble pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en particulier ceux liés à la réduction des inégalités et à la protection de l'environnement.

Résolutions

À l'issue des discussions, plusieurs décisions clés ont été prises. Un plan d'action a été adopté pour renforcer la coopération en matière de

Un plan d'action a été adopté pour renforcer la coopération en matière de commerce et d'investissement.

commerce et d'investissement. Les membres des BRICS se sont engagés à établir un fonds commun pour soutenir les projets d'infrastructure dans les pays en développement. De plus, un dialogue régulier sur les questions de sécurité alimentaire et énergétique a été institué, avec des réunions annuelles pour suivre les avancées.

Le sommet de Kazan a des implications significatives pour l'ordre mondial. En renforçant leur coopération, les BRICS cherchent à créer un contrepoids aux puissances occidentales. Cela pourrait entraîner une redéfinition des alliances internationales et une plus grande polarisation des relations géopolitiques. La volonté des BRICS d'agir en tant que bloc uni pourrait également influencer les discussions sur les réformes des institutions internationales, telles que le FMI et la Banque mondiale.

Les décisions prises pourraient avoir des répercussions à long terme sur l'économie mondiale et les relations internationales. Alors que les BRICS continuent de croître en influence, leur capacité à naviguer dans les défis mondiaux sera cruciale pour façonner un nouvel ordre mondial plus équilibré.

Valéry FOUNGBE



GABON

Un an de transition sous Brice Clotaire Oligui Nguema, entre réformes et défis

Le premier anniversaire de la période de transition du Gabon, sous la direction du président Brice Clotaire Oligui Nguema, était le 30 août 2024. Cette phase a été marquée par des mutations profondes qui redessinent l'avenir de ce pays d'Afrique centrale.

L'arrivée de Brice Clotaire Oligui Nguema au pouvoir, le 1er septembre 2023, faisait suite à une intervention corrective qui a mis fin à des décennies de règne de la famille Bongo. Cette libération, justifiée par des accusations de corruption, de mauvaise gouvernance et de manipulation électorale, a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire politique du Gabon. L'armée, dirigée par le général Oligui, a promis une transition rapide vers la démocratie, avec un retour à un ordre constitutionnel qui respecterait la volonté du peuple gabonais.

Depuis, le gouvernement de transition a entrepris une série de réformes visant à restaurer la confiance des citoyens et de la communauté internationale. Parmi les mesures les plus notables, on peut citer la lutte contre la corruption, un des piliers de cette transition. En un an, plusieurs enquêtes ont été ouvertes contre des figures de l'ancien régime, menant à des arrestations et à la saisie de biens mal acquis. Cette campagne anticorruption a été bien accueillie par la population gabonaise frustrée longtemps par l'impunité des élites.



Sur le plan économique, le gouvernement de transition a lancé des réformes pour diversifier l'économie gabonaise, traditionnellement dépendante du pétrole. Des efforts ont été faits pour relancer les secteurs de l'agriculture, du bois et des mines, avec l'objectif de créer des emplois et de réduire la pauvreté. En outre, des partenariats ont été établis avec des entreprises étrangères pour attirer les investissements, ce qui pourrait à long terme stabiliser l'économie et favoriser une croissance durable.

La transition a également vu la révision du cadre légal électoral en vue des prochaines élections, promises pour 2025. Un nouveau code électoral a été élaboré pour garantir la transparence et l'équité du processus électoral. Des efforts ont été faits pour réformer les institutions, notamment en renforçant l'indépendance du système judiciaire et en réorganisant l'administration publique afin de la rendre plus efficace et transparente. Cependant, malgré ces avancées, des défis subsistent. La situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales reste préoccupante, avec des restrictions sur la presse et la société civile. Des critiques ont également émergé concernant la lenteur du processus de transition, certains observateurs craignant que cette période intérimaire ne soit prolongée indéfiniment.

En somme, la première année de la transition sous Oligui Nguema a été marquée par des réformes ambitieuses visant à transformer le Gabon. Le succès de ces initiatives dépendra de la capacité du gouvernement à maintenir le cap des réformes et à organiser des élections libres et transparentes dans les délais prévus. Le Gabon se trouve à un carrefour décisif, où les décisions prises aujourd'hui façonneront l'avenir du pays pour les décennies à venir.

Aussi, en une année, le président gabonais a-t-il initié des réformes sociales et lancé des projets pour améliorer les conditions de vie de la population, afin de marquer sa différence, établir sa légitimité et répondre aux attentes de la popula-

tion gabonaise.

D'après certains think tanks et autres institutions qui ont commenté ou analysé les réformes au Gabon, sous la présidence d'Oligui Nguema, l'engagement de celui-ci vise à montrer un changement par rapport à l'administration précédente, à stimuler l'économie.

Pour Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), un think tank basé à Londres et qui suit de près les évolutions en Afrique centrale, les réformes permettent aussi de renforcer l'autorité du Président et de fixer le cap pour son mandat.

Un nouveau code électoral a été élaboré pour garantir la transparence et l'équité du processus...

En agissant rapidement, le chef d'État cherche à capitaliser sur le soutien initial dont il bénéficie, avant que les défis politiques ou économiques ne commencent à éroder son capital politique, soulignait, fin 2023, cette institution.

Et parmi les nombreuses initiatives qui ont été mises en place, entre septembre 2023 et juillet 2024, six d'entre elles ont une portée emblématique pour le développement social du Gabon. Panorama.

Réforme du système de santé

L'une des priorités de Brice Oligui Nguema a été de renforcer le système

de santé, un secteur qui souffrait de sous-investissement chronique. En novembre 2023, le gouvernement a lancé un plan de réhabilitation des infrastructures hospitalières nationales, avec un investissement de 50 milliards de francs CFA. Ce plan comprenait la rénovation de l'hôpital militaire d'Akanda, qui a vu sa capacité d'accueil doublée et son plateau technique modernisé. L'objectif était d'améliorer l'accès aux soins de qualité pour l'ensemble des Gabonais, réduisant ainsi la dépendance aux évacuations sanitaires à l'étranger, souvent coûteuses et inaccessibles pour la majorité de la population.

Promotion de l'éducation

La réforme du secteur éducatif a également été au cœur de la stratégie du gouvernement de transition. Le président a lancé en janvier 2024 un vaste programme de construction et de réhabilitation des établissements scolaires, avec un budget de 40 milliards de francs CFA. Ce programme a permis la construction de 50 nouvelles écoles primaires dans les zones rurales et la réhabilitation de 20 lycées dans les grandes villes du pays. En outre, une allocation annuelle de 5 milliards de francs CFA a été débloquée pour former et recruter de nouveaux enseignants, afin de répondre à la demande croissante et améliorer la qualité de l'enseignement.

Amélioration des infrastructures de base

La période de transition a également vu un accent mis sur les infrastructures de base. Le gouvernement a lancé un ambitieux programme d'extension du réseau d'eau potable, avec un financement de 30 milliards de francs CFA. Ce projet vise à garantir un accès universel à l'eau potable, notamment dans les zones rurales et les quartiers périphériques des grandes villes.

En effet, le programme d'amélioration des infrastructures de base au Gabon, en particulier pour l'adduction d'eau potable, vise à résoudre les pénuries chroniques dans le Grand



Libreville et les communes environnantes. Soutenu par la Banque africaine de développement (BAD), ce programme prévoit un investissement de 77 milliards de FCFA. Il s'agit d'améliorer l'accès à l'eau potable pour environ 350 000 personnes grâce à la réhabilitation et à l'extension des infrastructures existantes. Le projet inclut l'installation de nouvelles conduites et l'augmentation de la capacité de production d'eau.

Parallèlement, un plan de 20 milliards de francs CFA a été mis en place pour l'amélioration des infrastructures routières, avec la réhabilitation de 500 km de routes nationales, facilitant ainsi le transport et le commerce interne.

Lutte contre la pauvreté et inclusion sociale

Afin de lutter contre la pauvreté et

renforcer l'inclusion sociale, Brice Oligui Nguema a initié le programme «Gabon Solidaire» en mars 2024. Ce programme, doté d'un budget de 25 milliards de francs CFA, a permis l'introduction d'une alloca-

Le président Nguema a lancé une série de réformes destinées à dynamiser le marché du travail...

tion mensuelle pour les ménages les plus démunis, ainsi que la création de centres d'accueil pour les enfants en situation de vulnérabilité. Par ailleurs, le gouvernement a entrepris la distribution de kits alimentaires et de produits de première nécessité à plus de 100 000 familles à travers le pays, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire qui frappait une partie significative de la population.

Réforme du marché de l'emploi

Le chômage des jeunes est un problème persistant au Gabon, et pour y remédier, le président Nguema a lancé une série de réformes destinées à dynamiser le marché du travail. En avril 2024, un programme d'incitation à l'entrepreneuriat a été introduit, avec un fonds d'investissement de 15 milliards de francs CFA destiné aux jeunes entrepreneurs. Ce fonds a permis de financer plus

de 500 projets dans des secteurs variés, allant de l'agriculture à la technologie, créant ainsi de nouvelles opportunités d'emploi. De plus, des programmes de formation professionnelle ont été développés en partenariat avec le secteur privé, ciblant les jeunes non scolarisés et les chômeurs de longue durée.

Protection de l'environnement et développement durable

Le Gabon, riche en biodiversité, a vu la mise en œuvre de plusieurs initiatives environnementales sous la présidence de Nguema. En juin 2024, un programme de reforestation ambitieux a été lancé, avec l'objectif de planter un million d'arbres d'ici 2025.

Ce projet, qui a mobilisé un budget de 10 milliards de francs CFA, vise à restaurer les écosystèmes dégradés et à lutter contre les effets du changement climatique. En parallèle, le gouvernement a signé des accords avec des partenaires internationaux pour promouvoir l'écotourisme et développer des projets d'énergies renouvelables, renforçant ainsi l'engagement du Gabon envers un développement durable.

« En un an de magistrature, Oligui Nguema a amorcé des réformes



significatives qui témoignent d'une volonté de transformer le Gabon et d'améliorer les conditions de vie de ses concitoyens », a commenté, à Hommes d'Afrique, Paul-Ernest Mamingo, membre de l'Observatoire de la gouvernance et de la géopolitique en Afrique centrale basé à Yaoundé, au Cameroun. « Bien que des défis subsistent, notamment en termes de mise en œuvre et de durabilité des initiatives, les investissements substantiels dans la

santé, l'éducation, les infrastructures, l'emploi et l'environnement montrent un engagement clair vers un avenir meilleur pour le pays », ajoute cet expert. Il a conclu : « À mesure que le Gabon avance dans cette période de transition, les résultats de ces réformes seront cruciaux pour juger de l'efficacité du leadership de Nguema et de sa capacité à instaurer une stabilité durable ».

Sylvestre Tetchiada

PNDT 2024-2026 - LES GRANDES AMBITIONS DU GABON POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Plan national de développement de la transition (PNDT) 2024-2026 est un programme ambitieux lancé en mars 2024 par le Premier Ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima. Ce plan vise à revitaliser la gouvernance du Gabon, restaurer la confiance du peuple et poser les bases d'un avenir meilleur. Structuré autour de six axes stratégiques, le PNDT se concentre sur des actions à fort impact pour le développement socio-économique du pays, incluant 293 projets de développement.

Le coût total des projets s'élève à 4 536 milliards FCFA, provenant de différentes sources : 2 045 milliards FCFA de ressources internes, 1 276 milliards FCFA de financements étrangers, 1 197 milliards FCFA de partenariats publics privés, et 16,5 milliards FCFA via la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Les projets prioritaires comprennent la construction de Libreville 2, des logements sociaux, le rachat de la société

pétrolière Assala, la création d'une Banque de développement, et la réhabilitation des infrastructures routières et aéroportuaires. Un projet notable est la création d'une nouvelle compagnie aérienne nationale et d'un aéroport à Andeme.

Le ministre de l'Économie, Mays Mouissi, a souligné que la réussite du PNDT dépendra de la capacité du Gabon à mobiliser les ressources financières nécessaires et à les absorber efficacement, malgré un contexte économique et financier défavorable.

Le PNDT a pour objectif, diversifier l'économie, développer les infrastructures, et améliorer le bien-être des populations, tout en promouvant une gouvernance transparente et responsable, essentielle pour la transition politique en cours au Gabon.

S.T.

GABON

Vers l'autonomie alimentaire

Stratégies et perspectives

Depuis l'avènement de Brice Clotaire Oligui Nguema à la tête du Gabon, il y a un an, l'agriculture, longtemps négligée, est revenue au centre des préoccupations nationales. Le pays, riche en ressources naturelles, a historiquement dépendu de l'importation pour satisfaire ses besoins alimentaires, une situation paradoxale qui a maintenu une large part de la population rurale dans la pauvreté tout en freinant le développement économique du pays. En effet, d'après la Beac, la Banque des Etats de l'Afrique centrale, dans un de ses récents rapports économiques et des statistiques sur les balances des paiements des pays membres de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac), le Gabon, comme beaucoup de pays de la sous-région, dépend fortement des importations de produits alimentaires en raison de la faiblesse de sa production agricole locale. Pour le même rapport, la part des importations de produits agricoles dans la balance des paiements du Gabon peut varier d'une année à l'autre en fonction des conditions économiques, des politiques agricoles et des fluctuations du marché international.

Aussi le renouveau agricole initié sous la transition actuelle vise-t-il à renverser cette tendance, en misant sur la modernisation du secteur, l'amélioration de la sécurité alimentaire, et la réduction de la dépendance aux importations.

Réforme agricole

« Le Gabon, bien que doté d'une immense forêt tropicale et de terres fertiles, n'a jamais véritablement



exploité son potentiel agricole », se rappelle, opportunément, Pauline Awana, coordinatrice de Programme Afrique Nature Environnement (Pane), une organisation non gouvernementale (ONG) opérant en Afrique centrale. « En conséquence, le pays importe environ 70 % de ses denrées alimentaires, ce qui pèse lourdement sur sa balance commerciale », dit-elle, à Hommes d'Afrique.

Le gouvernement de transition, conscient des risques économiques et sociaux liés à cette dépendance, a placé l'agriculture au cœur de sa politique de diversification économique. Selon Awana, l'objectif est de moderniser l'agriculture gabonaise, de la rendre productive et de répondre aux besoins alimentaires locaux tout en créant des emplois et en générant des revenus

pour les agriculteurs.

« En implémentant des réformes, le Gabon développerait significativement son agriculture pour en devenir l'un des pays pivot de la sous-région », espère, Hadja Bello, ingénieure agronome.

Selon la FAO, Banque Mondiale et rapports du Bureau de la Cemac, l'agriculture dans cet espace économique joue un rôle crucial, bien que ce secteur soit sous-développé par rapport à d'autres régions.

En 2023, l'agriculture représentait environ 30% du PIB de la Cemac, avec une part significative de la main-d'œuvre. Cependant, le secteur est confronté à des défis majeurs, notamment des infrastructures insuffisantes, des techniques agricoles archaïques et des conditions climatiques variées.

Des initiatives pérennes

Elles concernent principalement la modernisation des infrastructures agricoles, la promotion des cultures vivrières et l'appui à l'agriculture familiale et coopérative.

L'une des premières actions du gouvernement a été de lancer un programme ambitieux de modernisation des infrastructures agricoles. Selon Bello, ce programme comprend la réhabilitation des routes rurales pour faciliter l'accès aux marchés, la construction de centres de stockage et de transformation, ainsi que la mise en place de systèmes d'irrigation dans les zones à fort potentiel agricole. « Par exemple, le projet d'irrigation dans la province du Moyen-Ogooué, financé à hauteur de 15 milliards de FCFA, vise à développer la culture du riz sur plus de 5 000 hectares, réduisant ainsi la dépendance aux importations de riz, qui s'élève à environ 100 000 tonnes par an ».

Qui plus est, le nouveau agricole passe également par une réorientation des cultures vers des produits vivriers. « Traditionnellement, l'agriculture gabonaise s'est concentrée sur des cultures d'exportation comme l'huile de palme et le cacao », se rappelle Martin Ambomo, ingénieur agronome, membre de l'ONG Pane. « Aujourd'hui, le gouvernement encourage la diversification avec un focus sur les cultures vivrières telles que le manioc, la banane plantain, le maïs, et les légumineuses », dit-il.

Dans la région de l'Estuaire, un projet pilote de production de manioc a été lancé, visant à atteindre une production de 200 000 tonnes d'ici 2025, contre 100 000 tonnes actuellement. Ce projet bénéficie d'un investissement de 10 milliards de francs CFA, incluant la formation des agriculteurs, l'amélioration des semences et l'introduction de techniques agricoles modernes.

Par ailleurs, pour que la réforme agricole soit inclusive, le gouvernement a mis en place des mesures spécifiques pour soutenir l'agriculture familiale et coopérative. Le Fonds de Développement Agricole (FDA), doté d'un budget initial de 50 milliards de FCFA, a été créé pour financer des

projets agricoles à petite échelle. Ce fonds permet aux petits exploitants d'accéder à des crédits à taux réduit, de bénéficier de formations, et d'obtenir des équipements agricoles modernes. Le modèle coopératif est également promu comme un moyen de mutualiser les ressources et d'améliorer l'accès aux marchés pour les petits producteurs.

Réduire la dépendance alimentaire : stratégies et résultats

D'après Awana, le nouveau agricole vise avant tout à réduire la dépendance de Libreville vis-à-vis des importations alimentaires ; une stratégie qui s'inscrit

Pourque la réforme agricole soit inclusive, le gouvernement a mis en place des mesures spécifiques...

dans une perspective de souveraineté alimentaire. Grâce à la diversification des cultures et à l'amélioration des rendements, le Gabon espère réduire ses importations alimentaires de 30 % d'ici 2025.

« Les initiatives telles que l'introduction de variétés de riz adaptées au climat gabonais, la promotion de la pisciculture, et l'augmentation de la production de volailles témoignent de la volonté du gouvernement de sécuriser l'approvisionnement alimentaire du pays », conte, à Hommes d'Afrique, Awana.

Pour Bello, l'un des projets phares du nouveau agricole est la ferme intégrée de Mandji, dans la province de l'Ogooué-Maritime. Cette ferme, qui s'étend sur 1 500 hectares, comprend des plantations de maïs, de soja, des élevages de poulets et de poissons, ainsi qu'une usine de transformation

agroalimentaire.

« Avec un investissement de 20 milliards de FCFA, cette ferme est un modèle de ce que pourrait devenir l'agriculture gabonaise : une agriculture moderne, intégrée et orientée vers la satisfaction des besoins locaux ». « D'ici fin 2024, la ferme de Mandji devrait produire 10 000 tonnes de maïs et 5 000 tonnes de poulets, réduisant ainsi de manière significative les importations de ces produits ».

Défis à relever

La question de l'accès à la terre reste une problématique majeure, avec une réforme foncière nécessaire pour sécuriser les droits des agriculteurs. De plus, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la faiblesse des infrastructures de commercialisation limitent encore l'essor du secteur. Les risques liés aux changements climatiques, tels que les inondations et la sécheresse, représentent également une menace pour la durabilité des projets agricoles.

Pour surmonter ces obstacles, le gouvernement envisage de renforcer les partenariats publics privés, d'intensifier la formation des jeunes dans les métiers agricoles, et de mettre en place des mécanismes de protection contre les risques climatiques. Les perspectives à moyen terme sont prometteuses, avec l'ambition de faire du Gabon un pays autosuffisant sur le plan alimentaire d'ici 2030.

Aussi, le nouveau agricole au Gabon sous la transition de Brice Clotaire Oligui Nguema représente-t-il un tournant crucial pour le pays. En misant sur la modernisation, la diversification, et l'inclusion, le Gabon se donne les moyens de réduire sa dépendance aux importations alimentaires et de garantir la sécurité alimentaire de sa population. Toutefois, la réussite de cette ambition dépendra de la capacité à relever les défis structurels et à maintenir un engagement politique fort pour transformer durablement le secteur agricole. Si ces conditions sont réunies, l'agriculture pourrait bien devenir l'un des moteurs de la nouvelle économie gabonaise.

Sylvestre Tetchiada

MAMADY DOUMBOUYA

L'homme de la transition guinéenne

Mamady Doumbouya, l'homme qui incarne la transition guinéenne, est devenu une figure majeure de la politique africaine en un temps record. Elevé au rang de général de corps d'armée « à titre exceptionnel », fin octobre, l'ancien colonel des forces spéciales guinéennes, Doumbouya s'impose en septembre 2021, lors d'un coup d'État qui renverse le président Alpha Condé, après des mois de tensions sociopolitiques dans le pays.

La Guinée, nation ouest-africaine riche en ressources mais marquée par des décennies d'instabilité politique, voit en cet homme un potentiel de renouveau, malgré les défis multiples de la transition. Doumbouya se distingue rapidement par une promesse : redonner le pouvoir au peuple en restaurant la stabilité et en menant des réformes structurantes pour garantir une gouvernance efficace et transparente.

Un leader hors du commun

Originaire de Kankan, Mamady Doumbouya a gravi les échelons des forces armées guinéennes pour finalement rejoindre les unités d'élite des forces spéciales, bénéficiant également d'une formation militaire internationale en France, en Israël et au Sénégal. Cette formation diversifiée lui donne non seulement des compétences stratégiques pointues, mais aussi une perspective élargie sur les méthodes de gestion militaire et les exigences de la gouvernance moderne. Doumbouya est un homme de peu de mots, préférant les



actions aux discours, ce qui lui vaut le respect de nombreux Guinéens, lassés des promesses politiques jamais tenues.

Le coup d'État et la Prise de Pouvoir

Le 5 septembre 2021, Doumbouya mène un coup d'État qui met fin aux onze années de règne d'Alpha Condé. Le pays traversait alors une crise politique importante, exacerbée par un troisième mandat controversé de Condé, adopté par référendum. Ce mandat, vu comme un symbole de la dérive autoritaire en Afrique de l'Ouest, était largement contesté. En organisant le coup, Doumbouya présente ce geste comme un « devoir patriotique » et un moyen de sauver la nation d'une possible dérive institutionnelle. Sa prise de pouvoir est justifiée par un appel à la refondation de l'État, avec l'objectif de mettre fin à la corruption, d'instaurer un État de droit et de garantir une gouvernance plus équitable.

Une transition sous haute surveillance

Dès son arrivée au pouvoir, Mamady Doumbouya exprime son souhait de voir la Guinée tourner la page des crises. Il met en place un Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) pour diriger la transition, en s'entourant de civils et de militaires, ce qui montre son intention de mener une approche inclusive. Cependant, sa prise de pouvoir reste surveillée de près par la communauté internationale, qui appelle à une transition rapide vers un gouvernement civil. Doumbouya, en réponse, s'engage à remettre le pouvoir aux civils dans un délai raisonnable, mais insiste sur la nécessité de prendre le temps pour assurer que les bases d'une démocratie durable soient bien établies.

Un programme de réformes ambitieux

L'un des aspects marquants de la transition conduite par Doumbouya est son programme de réformes. Celui-ci inclut la révision des ins-

titutions politiques, la lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale. La Guinée, bien que riche en ressources naturelles telles que la bauxite et le fer, a longtemps été minée par des inégalités économiques profondes. Doumbouya met donc l'accent sur la redistribution des richesses et la création d'institutions qui puissent gérer ces ressources de manière transparente.

Par ailleurs, Doumbouya œuvre pour une armée plus professionnelle et moins politisée. Il encourage les militaires à adopter un comportement républicain, soulignant que l'armée doit être au service du peuple

Le défi de la stabilisation du pays reste énorme...

et non des intérêts personnels des dirigeants. Cette vision marque une rupture avec les pratiques antérieures, où l'armée guinéenne était souvent perçue comme un outil de répression plutôt qu'une force de protection.

Le défi de la stabilisation

Bien que le programme de transition de Mamady Doumbouya soit prometteur, le défi de la stabilisation du pays est énorme. Les tensions politiques et les mécontentements populaires restent omniprésents, et les Guinéens attendent avec impatience des avancées concrètes. Doumbouya est bien conscient que sa crédibilité repose sur sa capacité à répondre aux attentes du peuple, notamment en matière de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie. La pression internationale s'ajoute à ce contexte délicat, avec des appels

constants pour l'organisation d'élections et la remise du pouvoir aux civils.

Pour réussir cette mission, Doumbouya s'efforce de communiquer sur les progrès de la transition, montrant des étapes concrètes dans la restructuration des institutions et des projets de développement. Bien que les critiques ne manquent pas, il tente de montrer que les changements s'opèrent progressivement. Son approche pragmatique et sa détermination en font une figure singulière de la politique guinéenne, prête à défier les normes établies pour refonder l'État.

Une vision pour l'avenir de la Guinée

Mamady Doumbouya reste convaincu que la Guinée peut se relever et devenir un modèle de gouvernance en Afrique de l'Ouest, si les réformes qu'il prône sont menées à bien. Sa vision d'une Guinée pacifique, développée et autosuffisante repose sur une transition qui allie rigueur militaire et aspirations démocratiques. Toutefois, pour que cette vision se réalise, il est impératif que Doumbouya parvienne à convaincre les Guinéens et la communauté internationale que sa prise de pouvoir ne se traduira pas par un prolongement indéfini de la transition.

Mamady Doumbouya incarne aujourd'hui l'espoir d'une Guinée nouvelle, dans laquelle le pouvoir appartient véritablement au peuple et où la richesse nationale bénéficie à tous. Sa démarche est celle d'un réformateur, animé par la volonté de tourner définitivement la page de l'instabilité et des inégalités qui ont trop longtemps freiné le pays. Avec des réformes courageuses, un engagement pour la justice sociale et une détermination inébranlable, Doumbouya laisse entrevoir un avenir où la Guinée pourrait finalement trouver la stabilité et la prospérité tant attendues.

Sylvestre Tetchiada

ASSIMI GOÏTA ET LA REFORTE DU MALI

Entre résilience nationale et alliances stratégiques



Assimi Goïta, arrivé au pouvoir au Mali à la suite de deux coups d'État successifs en 2020 et 2021, a rapidement redéfini le paysage politique et stratégique du pays. Dans un contexte d'instabilité sécuritaire croissante, il a entrepris des changements radicaux pour renforcer la souveraineté nationale et explorer de nouvelles alliances internationales.

Un parcours militaire au service de la nation

Assimi Goïta est un officier supérieur qui a servi dans les forces spéciales maliennes avant de devenir une figure incontournable du pouvoir malien. Son ascension s'inscrit dans un contexte de mécontentement envers le gouvernement en place, accusé d'incapacité à gérer la crise sécuritaire qui frappe le Mali depuis 2012. La montée de la violence, les groupes armés djihadistes et les conflits intercommunautaires ont fragilisé l'État, rendant nécessaire une restructuration profonde du secteur de la sécurité.

Pour Assimi Goïta, la solution à cette crise passe avant tout par la réaffirmation de l'autorité nationale et la refonte des institutions. Son expérience militaire joue un rôle crucial dans sa vision de la gouvernance et de la sécurité. Il prône une approche proactive pour reprendre le contrôle des territoires sous la menace djihadiste, notamment dans le nord et le centre du pays, où les forces de sécurité peinent à sécuriser les populations. Cette orientation s'accompagne d'une réorganisation de l'armée malienne, visant à renforcer son efficacité et sa capacité d'intervention.

La recherche d'une indépendance politique et stratégique

L'un des éléments marquants de la gouvernance de Goïta est son désir d'affranchir le Mali de certaines influences extérieures. Cette démarche a été notamment

marquée par la réorientation de ses alliances stratégiques, le plus notable étant la fin de la coopération militaire avec la France en 2022. La relation entre le Mali et la France, son partenaire historique en matière de sécurité, s'est progressivement détériorée, Goïta exprimant la volonté de voir le pays prendre son destin en main, sans dépendre d'une puissance étrangère.

À la suite du retrait de la force Barkhane, le Mali s'est tourné vers de nouveaux alliés. La coopération avec la Russie s'est intensifiée, avec l'arrivée de mercenaires

Le Général Assimi Goïta incarne une figure de résilience et de changement pour le Mali, déterminé à rompre avec les anciennes pratiques

du groupe Wagner et la livraison d'équipements militaires russes. Parallèlement, Goïta a également développé des liens avec la Türkiye, obtenant des drones Bayraktar pour renforcer la surveillance et les frappes de précision dans les zones sensibles. Ces nouvelles alliances traduisent un réel changement de paradigme dans la politique étrangère malienne, marquée par une diversification des partenaires pour sécuriser le pays.

Les défis internes et la consolidation de la souveraineté

Au-delà des alliances internationales, Assimi Goïta doit faire

face à des défis internes considérables. La crise sécuritaire persiste, et les attaques de groupes armés restent fréquentes. De plus, la situation économique du Mali demeure fragile, exacerbée par des sanctions économiques imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite des coups d'État. Bien que ces sanctions aient été allégées, elles ont eu des conséquences néfastes sur l'économie et ont affecté les populations les plus vulnérables.

Pour Goïta, la consolidation de la souveraineté passe par une réforme politique visant à restaurer l'ordre constitutionnel. Un processus de transition est en cours, avec des élections prévues pour ramener un gouvernement civil au pouvoir. Cependant, cette transition est complexe, et le Mali doit encore franchir de nombreux obstacles avant de parvenir à une stabilité durable. La réorganisation de l'État, la décentralisation et le renforcement des institutions locales sont essentiels pour restaurer la confiance des Maliens dans leurs dirigeants.

Assimi Goïta incarne une figure de résilience et de changement pour le Mali, déterminé à rompre avec les anciennes pratiques pour asseoir une souveraineté nationale renforcée. Sa vision d'un Mali indépendant, libéré des influences étrangères, prend forme à travers ses choix stratégiques et ses alliances internationales renouvelées. Toutefois, la route vers la stabilité demeure semée d'embûches, et le succès de sa gouvernance dépendra de sa capacité à restaurer la paix et la confiance au sein de la population malienne. En œuvrant pour une souveraineté nationale et une stabilité interne, Goïta pourrait non seulement transformer le Mali, mais aussi inspirer les pays de la région confrontés aux mêmes défis.

Sylvestre Tetchiada

AFRIQUE DE L'EST

Kenya et leadership régional, une diplomatie renforcée



Le Kenya, sous la présidence de William Ruto, affirme de plus en plus son rôle de leader régional en Afrique de l'Est. Ce pays de l'Afrique de l'Est s'illustre, depuis lors, par sa diplomatie proactive et son engagement régional.

Historiquement, le Kenya a joué un rôle actif dans la médiation des conflits et la promotion de la paix en Afrique de l'Est. Cette tradition diplomatique se poursuit sous la présidence de Ruto, qui a intensifié les efforts du Kenya pour devenir un

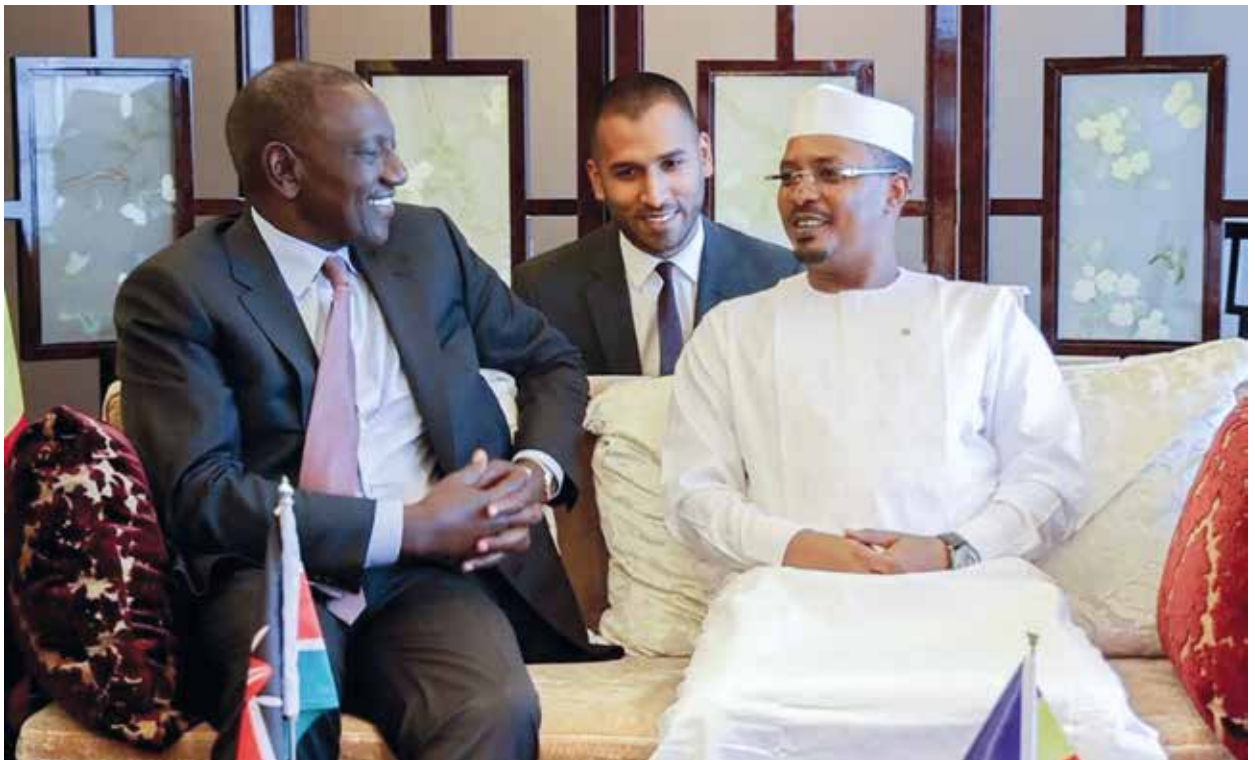
médiateur clé dans la région. Nairobi a récemment accueilli plusieurs sommets régionaux sur la sécurité, et a été un acteur central dans les pourparlers de paix pour le Soudan du Sud et la résolution de la crise en Éthiopie.

L'implication du Kenya dans ces conflits reflète non seulement son engagement envers la stabilité régionale, mais aussi son désir d'affirmer son leadership en Afrique de l'Est. En tant que membre de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et de l'Autorité intergouvernementale pour

le développement (IGAD), le Kenya est en position de jouer un rôle crucial dans la promotion de l'intégration régionale et la coopération économique.

Lutte contre le terrorisme et sécurité régionale

La sécurité est une autre dimension essentielle de la diplomatie kenyane. Le Kenya a été à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Est, en particulier contre le groupe Al-Shabaab en Somalie. Le gouvernement continue de



coopérer étroitement avec des partenaires internationaux, notamment les États-Unis et l'Union européenne, pour renforcer ses capacités de défense et de renseignement. Le Kenya a également plaidé pour une approche régionale coordonnée contre le terrorisme, en encourageant la coopération entre les pays de l'EAC et de l'IGAD. En se positionnant comme un partenaire fiable et efficace dans la lutte contre les menaces transnationales, le Kenya renforce son statut de pilier de la sécurité en Afrique de l'Est.

Influence économique et intégration régionale

Sur le plan économique, le Kenya aspire à être le hub logistique et commercial de la région. Le port de Mombasa reste un point d'entrée vital pour le commerce régional, et des projets comme le chemin de fer à voie standard (SGR) entre Nairobi et Mombasa illustrent l'ambition du Kenya de moderniser ses infrastructures et de faciliter le commerce intrarégional. L'adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) offre également au Kenya une opportunité de jouer un rôle clé dans la facilitation du commerce et l'intégration économique

à travers le continent. Le pays a renforcé ses efforts pour attirer les investisseurs étrangers, en mettant en avant sa position géographique stratégique et son cadre économique favorable.

Des enjeux pour le leadership kenyan

Cependant, le leadership du Kenya en Afrique de l'Est n'est pas sans défis. La concurrence avec d'autres puissances régionales, comme l'Éthiopie et la Tanzanie, pour l'influence politique

et économique reste forte. De plus, les tensions internes, les inégalités économiques et les problèmes de gouvernance pourraient limiter la capacité du Kenya à mener de manière cohérente ses objectifs régionaux.

Néanmoins, le Kenya dispose d'opportunités uniques pour renforcer sa position. Sa capacité à agir comme médiateur dans les conflits régionaux, sa politique de lutte contre le terrorisme, et son rôle de leader dans les initiatives de développement économique et d'intégration régionale positionnent le pays comme un acteur incontournable en Afrique de l'Est.

À travers une diplomatie proactive et une stratégie de sécurité renforcée, le Kenya s'affirme de plus en plus comme un leader régional en Afrique de l'Est. Son engagement dans la médiation des conflits, sa lutte contre le terrorisme, et son ambition de devenir un centre économique régional montrent une volonté claire d'influencer positivement la région. Cependant, pour maintenir et renforcer ce rôle, le Kenya devra surmonter les défis internes et externes tout en continuant à naviguer habilement dans un environnement régional complexe.

S.T.

Le leadership du Kenya en Afrique centrale n'est pas sans défis. La concurrence avec d'autres puissances régionales comme l'Éthiopie ...

KENYA

Réformes économiques et stratégie de croissance de William Ruto



Depuis son élection à la présidence du Kenya en août 2022, William Ruto a mis en œuvre une série de réformes économiques ambitieuses pour dynamiser l'économie du pays, réduire la dette publique et promouvoir une croissance inclusive.

Dès son entrée en fonction, Ruto a affiché une volonté claire de transformer l'économie kenyane pour la rendre plus inclusive et résiliente. Il a mis en avant son programme économique surnommé «Bottom-Up Economic Model», qui vise à stimuler la croissance à partir de la base de

la pyramide économique. Cette stratégie se concentre sur les petits entrepreneurs, les agriculteurs, et les travailleurs informels, qui constituent la majorité de la population active du Kenya. L'un des piliers de cette stratégie est le soutien aux petites et

moyennes entreprises (PME) et aux secteurs informels, souvent marginalisés par les politiques économiques traditionnelles. Pour ce faire, le gouvernement de Ruto a mis en place plusieurs initiatives, telles que des fonds de soutien pour les PME, des programmes de microfinance, et des réductions d'impôts pour les petites entreprises. Ces mesures visent à créer un environnement favorable aux entrepreneurs, à stimuler l'innovation et à accroître la productivité.

Un autre axe crucial de la stratégie économique de Ruto est la gestion de la dette publique, qui a atteint des niveaux inquiétants au cours des dernières années. Le président a entrepris des réformes fiscales pour rationaliser les dépenses publiques, lutter contre la corruption et augmenter les recettes fiscales.

Son administration a annoncé des coupes budgétaires dans certains secteurs, tout en augmentant les allocations pour les services sociaux essentiels comme la santé et l'éducation.

La réforme fiscale vise également à élargir la base d'imposition en intégrant davantage le secteur informel et à mettre en œuvre des mesures de recouvrement des recettes plus efficaces. En réduisant la dépendance à l'égard des prêts étrangers, le gouvernement espère stabiliser la monnaie et renforcer la confiance des investisseurs internationaux.

Stimuler les investissements étrangers

Pour encourager les investissements directs étrangers, le gouvernement de Ruto a entrepris des démarches pour améliorer le climat des affaires. Des mesures telles que la simplification des procédures d'enregistrement

des entreprises, la lutte contre la bureaucratie excessive, et la promotion de la transparence dans les contrats publics ont été mises en avant. En outre, des réformes dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures sont en cours pour rendre le Kenya plus attractif pour les investisseurs.

La diversification des sources de revenus, notamment à travers des partenariats public-privé, est également un point clé de la stratégie économique de Ruto. En encourageant les investissements dans les secteurs non

Pour encourager les investissements directs étrangers, le gouvernement de Ruto a entrepris des démarches pour améliorer le climat des affaires...

traditionnels comme la technologie, le tourisme, l'agriculture moderne, et les énergies renouvelables, le Kenya cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide internationale et à stimuler une croissance économique durable.

Développement agricole et sécurité alimentaire

L'agriculture, qui représente une part significative de l'économie kenyane, est au centre des réformes économiques du gouvernement. William Ruto a lancé plusieurs initiatives pour moderniser le secteur agricole, améliorer l'accès au crédit pour

les agriculteurs, et investir dans les infrastructures rurales. Des projets sont en cours pour développer des systèmes d'irrigation, introduire de nouvelles technologies agricoles, et promouvoir des pratiques agricoles durables. La sécurité alimentaire est également une priorité, le gouvernement cherchant à renforcer la production locale et à réduire la dépendance aux importations de nourriture. Des subventions pour les intrants agricoles, telles que les semences et les engrais, ont été introduites pour soutenir les petits agriculteurs. Ces mesures visent à augmenter la productivité, à réduire les coûts de production, et à améliorer la résilience face aux chocs climatiques.

Contraintes et leviers

Malgré ces réformes, Ruto fait face à plusieurs défis. La hausse de l'inflation, l'instabilité de la monnaie, et les tensions sociales dues à l'augmentation du coût de la vie menacent de saper les efforts du gouvernement. De plus, la résistance de certains secteurs, les accusations de corruption persistantes et la lenteur de la mise en œuvre des réformes fiscales compliquent la tâche du président.

Toutefois, si ces réformes sont menées à bien, elles pourraient repositionner le Kenya comme l'une des économies les plus dynamiques de l'Afrique de l'Est. Le succès de la stratégie de Ruto dépendra de sa capacité à maintenir la confiance des investisseurs, à gérer les tensions sociales, et à garantir que les bénéfices de la croissance économique soient partagés de manière équitable.

S.T.



TOGO-INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

D'énormes progrès constatés

Lancé officiellement par le gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) le 18 juin 2024, le rapport sur le développement humain 2023/2024 du Togo a enregistré un progrès remarquable, selon les statistiques présentées.

De l'analyse des tendances ces dernières années, l'IDH du Togo présente une tendance à la hausse passant de 0,484 en 2014 à 0,547 en 2023/2024, soit une progression de 13% entre 2014 et 2023/2024.

Au vu de ces performances, le pays est dans la dynamique de

franchir le seuil de la catégorie des pays à indice de développement humain moyen égal à 0,550, selon la délégation du gouvernement dans laquelle se trouvait aussi la Ministre de la Communication.

Les progrès réalisés dans le domaine de l'agriculture ayant milité en faveur de la hausse de l'IDH

Au Togo, l'Indice de Développement Humain (IDH) présente une tendance à la hausse passant de 0,484 en 2014 à 0,547 en 2023/2024, soit une progression de 13% entre 2014 et 2023/2024. Au vu de ces performances, le pays est dans la

dynamique de franchir le seuil de la catégorie des pays à indice de développement humain moyen égal à 0,550.

Ces efforts qui sont en droite ligne avec la politique d'inclusion économique et sociale prônée par le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE, sont le fruit des nombreux investissements faits dans plusieurs domaines dont notamment l'agriculture. Il est l'un des domaines qui ont milité en faveur de cette performance louable.

En effet, le gouvernement a œuvré pour l'amélioration de la production des céréales qui était d'environ 1 350 000 tonnes en

2020. Mais elle s'est établie selon les données statistiques en 2023 à 1 600 000 tonnes. En termes de principales réalisations, on peut citer la mise en place d'une subvention annuelle pour faire baisser les prix des engrais à 18 000 FCFA au lieu de 32 000 FCFA. Le gouvernement a alloué d'environ 11 milliards de FCFA sous forme de crédits pour l'amélioration de la production agricole. Aussi, 663 magasins de stockage de produits agricoles ont été construits et 164 sont en cours de construction.

Toujours dans le domaine de l'agriculture, le nombre des Zones d'Aménagements Agricoles Planifiées (ZAAP) est passé de 38 en 2020 à 231 en 2023 avec un total 35 000 ha. En outre, l'Agence de transformation agricole est devenue opérationnelle avec l'aménagement de 19 ZAAP d'excellence. On note également la mise à disposition de plus de 3000 kits d'irrigation à pompe solaire et bien d'autres actions notamment l'acquisition d'équipement agricole au profit des populations.

Ce qu'a fait le gouvernement togolais dans le domaine de la santé ces dernières années.

L'Indice de développement humain du TOGO est passé de 0,539 en 2021-2022 à 0,547 en 2023-2024. Le revenu national brut par habitant est passé de 2167\$ US en 2021-2022 à 2214\$ US en 2023-2024. Une performance qui a permis au pays d'être classé 1er dans l'espace UEMOA et 4ème dans la CEDEAO après le Cap-Vert, le Ghana et le Nigéria. Ces chiffres ont été dévoilés la semaine dernière au cours d'un atelier sur l'indice de développement humain animé par Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la



République et certains de ses collègues. Si le pays du Président Faure Gnassingbé a connu cette performance, il faut dire que c'est grâce aux nombreuses réalisations dans plusieurs domaines surtout en santé.

En effet, dans le domaine de la santé, le taux d'accessibilité est passé de 71% en 2020 à 90,7% en 2023. Par exemple, plus de 400640 femmes enceintes ont bénéficié du programme Wezou avec 221802 accouchements. Au

Dans le domaine de la santé, le taux d'accessibilité est passé de 71 pour cent en 2020 à 90,7 en 2023...

niveau des infrastructures sanitaires, on note la Construction d'un hôpital national de référence, la Construction de 6 hôpitaux mère-enfant dans les différentes régions dont 3 achevés, la Construction de 86 nouvelles formations sanitaire et rénovation de 60 formations sanitaires avec la réception de 47 USP dans le cadre du projet SSEQCU (projet de Service de santé essentielle de qualité pour couverture sanitaire universelle) d'un montant de 40 milliards de FCFA.

À tout ceci, viennent s'ajouter le projet de réhabilitation et d'équipement des centres de santé préfectoraux et régionaux pour un coût de 7,36 milliards de FCFA, le Projet Ellipse pour la réhabilitation des CHU de Lomé et de Kara pour un montant de 67 milliards de FCFA. Aussi, le gouvernement a recruté plus de 2500 professionnels de santé. Autant de réalisations qui ont fait augmenter l'IDH du Togo.

Ferdinand GADE

REBRANDING AFRICA FORUM

Le Commerce intra-africain honoré à Bruxelles



C'est autour du thème « Ensemble, construisons l'Afrique », qu'était organisée la 10^e édition du 17-19 octobre 2024 à Bruxelles en Belgique pour marquer les années d'actions en faveur de la transformation du continent africain.

Y prenaient part, des leaders d'opinion, des décideurs, des chefs d'entreprises et des investisseurs engagés pour la recherche de solutions concrètes pour le développe-

ment du continent. Cette édition anniversaire a permis de faire la rétrospective des réalisations ayant marquées les dix dernières années et se projeter vers le futur. L'un des points d'attraction avait trait aux discussions sur la gouvernance des ressources naturelles avec pour invité d'honneur la République démocratique du Congo (RDC). En présence d'une importante délégation conduite par Judith Suminwa Tuluka la Première ministre. Elle

en a profité pour présenter la RDC comme un « laboratoire des possibilités » pour l'Afrique, en raison de ses richesses naturelles et de son potentiel de croissance. Aussi a-t-elle réaffirmé la détermination des pouvoirs publics à créer un climat favorable aux investissements, à travers des réformes économiques et une sécurisation de l'environnement des affaires.

Les travaux avaient pour centre d'intérêts, l'intelligence artificielle,

le commerce intra-africain, l'exploitation durable des ressources naturelles et l'industrialisation agricole. Les discussions très houleuses ont réaffirmé l'importance de l'innovation technologique et de la collaboration intra-africaine pour booster la croissance économique du continent. Selon Thierry Hot fondateur du RAF, « Le RAF a pour mission de changer la perception de l'Afrique en promouvant ses talents et ses opportunités ». La remise des Rebranding Africa Awards constitue l'un des temps forts de la rencontre. Le Camerounais Sa Majesté Mouahammad Nabil Mforifum, Mbombo Njoya, 20e Roi des Bamoun, fait partie des lauriers pour son leadership visionnaire. Il allie substantiellement tradition et modernité, en plaçant l'ouverture économique au centre de la stratégie de développement de son royaume. Ce qui valorise les cultures africaines en s'adaptant aux défis du monde contemporain. Promotion des talents et opportunités

Le roi des Bamoun, lors de ses interventions a appelé à un avenir

« Le véritable rebranding de l'Afrique doit puiser dans nos traditions et valeurs; tout en construisant l'Afrique de demain... » ROI DES BAMOUN.

fondé sur la fierté de l'héritage africain « Le véritable Rebranding de l'Afrique doit puiser dans nos traditions et valeurs, tout en construisant l'Afrique de demain ». La rencontre s'est soldée par la remise des distinctions. La Première ministre de la RDC a également été distinguée par l'Empowering Women Award pour sa contribution au développement de son pays et à l'avènement de la paix dans son pays. Toujours dans ce registre, citons le directeur général du Fonds afri-

cain de garantie et de coopération économique (FAGACE), lauréat du Business Leadership Award pour la gestion exemplaire, ainsi que Salif Traoré alias A'Salfo, leader du groupe Magic System, qui a reçu le Life Time Achievement Award pour sa brillante carrière musicale. Edoh Kossi Amenounve directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'Afrique de l'Ouest quant à lui a reçu le Milestone Achievement Award pour ses réformes du marché financier, et à Wankele Mene, secrétaire général de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), pour son engagement dans le commerce intra-africain. Parmi les personnalités qui ont brillé par leur présence se trouvaient, André Flahaut le ministre belge, Dr Diene Keita, Sous-secrétaire générale des Nations unies pour la population, et Daniel Evina Abèè, ambassadeur du Cameroun en Belgique et doyen du corps diplomatique africain. Preuve du rayonnement de la diplomatie continentale à l'international.

Joseph Kapo



LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA

Le Ghana va accueillir l'ICASA 2025

23RD INTERNATIONAL CONFERENCE ON AIDS AND STIs IN AFRICA (ICASA)

ICASA 2025



REPUBLIC OF GHANA



Under the Office of the President

Le Ghana, pays hôte, se prépare activement pour la tenue du premier Comité Directeur International (CDI).

Après le succès éclatant connu par la tenue de ICASA 2023 à Harare au ZIMBABWE avec plus de 8118 délégués provenant de 105 pays, la 23^{ème} édition de la Conférence Internationale sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles en Afrique, se tiendra au GHANA du 3 au 8 décembre 2025, précisément au Centre International de Conférence d'Accra. C'est l'annonce faite récemment à travers un communiqué rendu public, par

la Société Africaine Anti-sida (SAA).

Le choix du Ghana comme pays organisateur d'ICASA 2025 témoigne du leadership du pays représenté par son premier magistrat, Son Excellence Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana. Le processus de sélection a été très compétitif, et la candidature du Ghana a été retenue en raison de son dévouement exceptionnel à la lutte contre le VIH/Sida dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

ICASA 2025 à Accra sera un événement déterminant pour faire

progresser les systèmes de santé africains vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), avec pour idéal mondial de mettre fin aux nouvelles infections par le VIH d'ici 2030 et l'avancement de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA). Cet événement prestigieux réunira des leaders mondiaux, des acteurs communautaires, des chercheurs, des défenseurs des Droits humains et des professionnels de santé pour faire avancer la lutte contre le VIH/SIDA, les IST, les hépatites, le paludisme, la tuberculose, les infections virales émergentes dans le cadre du renforcement des systèmes de santé

en Afrique.

Cette 23^e édition d'ICASA que l'Afrique de l'Ouest accueille et que le Ghana aura l'insigne honneur d'abriter pour la toute première fois de son histoire, marquera le 35^e anniversaire de la Société Africaine Anti-sida (SAA).

Ainsi donc, l'engouement est total et perceptible au niveau de tous les organisateurs qui entendent lui imprimer un cachet spécial. Et dans cette perspective, ICASA 2025 promet de s'appuyer sur les succès des éditions précédentes et de mobiliser davantage l'Afrique et la communauté internationale dans l'effort mondial visant à mettre fin au Sida en tant que menace à la santé publique d'ici 2030.

De ce fait, les préparatifs d'ICASA 2025 sont déjà en cours et les responsables de la Société Africaine Anti-Sida (SAA) invitent les parties prenantes, les donateurs et la communauté internationale à se tenir au courant des derniers développements de ladite conférence. La première réunion du Comité Directeur International (CDI) de ICASA 2025 se tiendra les 28 et 29 novembre 2024 à l'hôtel Alisa, à Accra, au Ghana

ICASA 2025 sera également une plateforme pour aborder les défis émergents comme la stigmatisation persistante...

et se projette d'accueillir plus de 10.000 participants en provenance d'environ 150 pays, y compris 200 journalistes à travers le monde. La Société Africaine Anti-SIDA (SAA), en est organisatrice, avec plus de 5.000 membres répartis dans 56 pays, en collaboration avec les partenaires locaux et internationaux.

La Société Africaine Anti-Sida par la voix de son Directeur, notre compatriote Monsieur Luc Armand BODEA, exprime sa profonde gratitude au gouvernement du Ghana, pour son soutien indéfectible et son engage-

ment à accueillir cet événement important. Il lance par ailleurs, un appel vibrant à la mobilisation autour de la 23^{ème} édition d'ICASA autour de laquelle, il souligne l'importance d'une mobilisation collective aussi bien des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des institutions de recherche, des médias et des communautés. Il s'agit non seulement de partager des solutions durables, mais aussi de renforcer la solidarité régionale et internationale.

Monsieur Luc Armand BODEA rappelle aussi qu'ICASA 2025 sera également une plateforme pour aborder les défis émergents, comme la stigmatisation persistante, l'augmentation des cas de co-infections (VIH et tuberculose), et l'intégration des soins de santé reproductive. Et de ce point de vue, la mobilisation de tous les acteurs est essentielle pour faire de cette conférence un succès et faire avancer l'agenda de lutte contre le VIH et les IST en Afrique. Ensemble, nous pouvons bâtir un continent plus résilient face aux pandémies conclut-il.

Ferdinand Gade

Depuis sa création en 1989, la Société Africaine Anti-sida (SAA) a joué un rôle de premier plan en fournissant une plateforme mondiale pour la réponse de l'Afrique face à l'épidémie de VIH/sida. ICASA est devenu un événement marquant, réunissant des milliers de délégués du monde entier pour partager les meilleures pratiques, des recherches et des stratégies de lutte contre la pandémie de VIH/sida et les maladies virales émergentes sur le continent africain.

Il faut rappeler que la SAA dont les destinées sont actuellement présidées par notre compatriote Monsieur Luc Armand BODEA, a été fondée en 1989 lors du quatrième symposium international sur le SIDA et les cancers associés en Afrique (aujourd'hui ICASA), qui s'est tenu à Marseille, en France, par un groupe de scientifiques, d'activistes et de défenseurs africains, en riposte à l'épidémie du VIH. La création de la Société est le résultat de l'offensive et surtout, de

la diplomatie active de certains scientifiques africains pour que la conférence soit organisée sur le sol africain. Cette offensive et ce chassé-croisé diplomatique, ont commencé l'année précédente, à la fin de la troisième réunion qui s'est tenue à Arusha, en Tanzanie, en 1988. La cause de ces scientifiques était soutenue par l'un des directeurs de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'époque, Dr Peter Piot.

Lors de la conférence de 1990 qui s'est tenue en République Démocratique du Congo, un comité exécutif a été mis sur pieds pour superviser la mise en place de la société et coordonner la Conférence Internationale sur le SIDA et les IST en Afrique (ICASA). La société a été officiellement enregistrée à Nairobi, au Kenya, avec un secrétariat fonctionnel au Nigeria. Le secrétariat permanent de la Société Africaine Anti-Sida a été établi en 2009 à Accra au Ghana.

LES « INFLUENCEURS/SES EN AFRIQUE

Une menace pour l'éducation de la jeunesse



L'éducation de la jeunesse mondiale est mise à rude épreuve depuis quelques années en raison de l'omniprésence des réseaux sociaux. Sans reconnaître que Facebook, Instagram et Tik Tok brouillent tous les repères, l'on constate que les jeunes sont

de plus en plus attirés par des célébrités devenues pour eux des modèles. Ce qui constitue un frein pour l'acquisition par ces derniers des connaissances par les enseignements. Dans d'autres pays du globe, notamment au Cameroun, ce triste phénomène explique en partie

la baisse progressive des performances scolaires.

Selon les statistiques de l'Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC) en 2024, le taux de réussite du baccalauréat est de 37,2%. C'est l'un des taux le plus bas jamais enregistrés au cours des deux dernières décennies.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour sa part, relève une augmentation inquiétante du nombre d'enfants non scolarisés qui est passé de 1,6 millions en 2014 à plus de 2,6 millions en 2023. Les parents et la communauté universitaire indexent l'impact des réseaux sociaux. Avec la forte influence des « influenceurs » qui amplifient obligatoirement la désaffection des jeunes pour l'école.

Les médias accusés

En dépit d'énormes sacrifices budgétaires consentis par le gouvernement, le système éducatif fait face aux problèmes structurels. Ce phénomène nouveau de glorification de modèles de réussite sur la popularité en ligne et à la richesse visible, plutôt que sur le mérite académique vient s'ajouter. De sources concordantes, les stars du « show-biz », des réseaux sociaux et du sport reçoivent une attention disproportionnée, reléguant dans l'ombre ceux qui réussissent par de parcours académiques rigoureux. Cet exemple est palpable au Cameroun où les jeunes sont aussi frappés par le chômage de masse. La dernière enquête sur l'emploi et le secteur informel de l'Institut national de la Statistique (INS), nous apprend que le taux de chômage des jeunes diplômés âgés de 25 à 35 ans atteint 14,8%, soit cinq fois plus que celui des non-scolarisés de la même tranche d'âge (3 %).

Flora Yselle Malah-Kuete, Ph.D
Chargée de cours à la FSEG de l'Université de Yaoundé II, Chercheuse au Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion (Cereg) et au Programme des Boursiers Africains en Education (Afep)



l'explique : « Une des causes principales de cette situation est le manque de modèles alternatifs qui pourraient inspirer et orienter positivement la jeunesse. Certains médias privilégient des célébrités dont le succès n'est pas nécessairement lié à une for-

mation académique, renforçant l'idée selon laquelle la réussite peut se réaliser sans effort éducatif ». Pourtant ces plateformes peuvent offrir des opportunités économiques et favoriser l'entrepreneuriat jeune. Pour y remédier, elle propose le renforcement de la médiatisation des modèles de succès des jeunes dans leurs différentes activités avec les accompagnements spécifiques par le biais des ministères sectoriels. Le Cameroun regorge de nombreux modèles de réussite tels Marc Aurel Kamdem le plus jeune lauréat du baccalauréat scientifique en 2019-2020 à 13 ans, Mvondo Djob Barbe Thysteve qui a soutenu sa thèse à 22 ans devenant le plus jeune docteur africain ...

Certains médias privilégient des célébrités dont le succès n'est pas nécessairement lié à une formation académique...

Joseph KAPO

Patrice Motsepe, l'architecte du sport africain



Patrice Motsepe, surnommé à juste titre « l'architecte du sport africain, » est bien plus qu'un simple homme d'affaires. Son influence sur le sport, en particulier le football, est le résultat d'une vision à long terme pour transformer l'avenir du sport africain et son rayonnement international.

Né en 1962 à Soweto, en Afrique du Sud, Motsepe grandit dans un contexte où les opportunités sont rares pour les Sud-Africains noirs. Son père, un entrepreneur dans le commerce, l'initie très tôt à la gestion d'entreprise. C'est de cette formation initiale que Motsepe tire son sens des affaires qui lui sera décisif dans sa carrière.

Dans les années 1990, alors que l'Afrique du Sud émerge d'un passé marqué par l'apartheid, Patrice Motsepe fonde African Rainbow Minerals, une société minière qui prospère rapidement grâce à une stratégie innovante et aux réformes économiques post-apartheid. En l'espace de quelques décennies, il devient l'un des hommes les plus riches d'Afrique et le premier milliardaire noir d'Afrique du Sud. Cependant, sa vision dépasse l'accumulation de richesses personnelles. Motsepe est convaincu que son succès doit contribuer au développement de son pays et du continent.

Une vision pour le sport africain

La passion de Motsepe pour le football est profonde, et il comprend le rôle unique du sport en Afrique. Les défis que rencontrent les clubs et les ligues africaines l'inspirent à se lancer dans le domaine sportif. Propriétaire du club Mamelodi Sundowns, il transforme l'équipe en une des formations les plus compétitives

d'Afrique, remportant plusieurs titres nationaux et la Ligue des champions de la CAF. Son implication ne se limite pas à la compétition, mais s'étend à la formation de jeunes talents et au renforcement des infrastructures, des éléments souvent sous-développés dans le paysage sportif africain.

En 2021, sa carrière prend une dimension nouvelle lorsqu'il est élu président de la Confédération africaine de football (CAF). Conscient des faiblesses structurelles de la CAF, Motsepe identifie les besoins urgents : gouvernance efficace, infrastructures de qualité, et financement durable. Il se fixe des objectifs ambitieux, avec la volonté d'élever le football

Sous sa présidence, Motsepe s'attaque d'abord aux enjeux de gouvernance...

africain au niveau mondial en mettant en œuvre des réformes significatives. La CAF devient ainsi un terrain d'expérimentation pour ses idées visionnaires, en partenariat avec la FIFA et d'autres acteurs mondiaux.

Un leadership transformateur

Sous sa présidence, Motsepe s'attaque d'abord aux enjeux de gouvernance, un domaine où la CAF a longtemps souffert de scandales et de controverses. Il s'engage pour la transparence et l'éthique,

avec un souci de renforcer la crédibilité de l'institution. En mettant en place des audits réguliers et en imposant des standards de gestion financière, il souhaite redonner confiance aux sponsors et aux investisseurs, cruciaux pour le financement du sport en Afrique.

Parallèlement, Motsepe s'engage dans des projets d'infrastructure. Le manque d'infrastructures sportives de qualité en Afrique est un obstacle majeur à la compétitivité des équipes africaines sur la scène internationale. Il lance des projets visant à rénover les stades, à construire des centres de formation, et à améliorer les équipements des clubs africains. Ces initiatives ne visent pas uniquement à moderniser le sport africain mais aussi à offrir aux jeunes des opportunités pour développer leurs talents et, peut-être, décrocher des carrières professionnelles.

Une vision mondiale et locale

Le modèle de Motsepe pour le sport africain repose également sur l'attraction de capitaux étrangers et le renforcement de partenariats globaux. Il noue des alliances stratégiques avec des fédérations sportives internationales et des entreprises privées, ouvrant des perspectives nouvelles pour les clubs africains. Les entreprises partenaires investissent dans des programmes de développement et sponsorisent des événements continentaux, apportant ainsi des ressources précieuses pour le financement des ligues et des compétitions africaines.

Malgré cette ambition internationale, Motsepe reste fermement ancré dans les réalités locales. Il comprend l'importance du football comme moteur de développement social en Afrique. Dans



de nombreuses communautés, le sport est une échappatoire pour les jeunes et un moyen de lutter contre les fléaux de la pauvreté et de la violence. En promouvant des projets de football de base, il contribue au bien-être des communautés, offrant aux jeunes un environnement sûr et positif pour se développer.

Le Sport comme catalyseur de changement

Le modèle de Patrice Motsepe pour le sport africain s'inscrit dans une approche holistique, où le développement économique et social va de pair avec la performance sportive. Il soutient également que le football africain peut devenir une industrie compétitive, attirant des talents internationaux, des investisseurs, et des supporters de tous horizons. Pour lui, le succès du football

africain repose sur une gestion professionnelle, une formation de qualité, et des infrastructures modernes, autant d'aspects qu'il continue de promouvoir.

À travers ses actions, Motsepe cherche à léguer un héritage durable pour le football africain, un héritage où l'Afrique pourra enfin rivaliser avec les géants du sport. Son engagement dépasse le football, car il inspire une nouvelle génération de leaders africains qui voient le sport comme un vecteur de transformation et d'émancipation. En intégrant les valeurs de solidarité, de persévérance, et de responsabilité, Patrice Motsepe incarne une figure de renouveau pour le sport africain et montre que l'Afrique peut, elle aussi, être un acteur majeur sur la scène internationale.

Patrice Motsepe, en tant qu'ar-

chitecte du sport africain, ne se contente pas de rêver de succès pour le football africain ; il travaille activement à construire les bases solides nécessaires à la réalisation de cette ambition. Son parcours est un modèle de persévérance et de vision stratégique, montrant comment un individu peut transformer un secteur en crise pour en faire un levier de progrès. Avec des réformes structurelles, un engagement pour l'infrastructure et une capacité unique à rallier des partenariats globaux, il donne au sport africain une chance de prospérer. Son héritage, déjà tangible, marquera les décennies à venir, inspirant d'autres à suivre son exemple pour faire briller l'Afrique sur la scène sportive mondiale.

Sylvestre Tetchiada



Look Beauty

Africa Salon



Avenue Abdelkrim El khattab. 4 rue Australie.

Ocean-Rabat. E-mail : lookbeautyafrika@gmail.com

Fixe : (+212) 05 37 72 58 31 - GSM : (+212) 6 03 04 43 47



**Établissement Privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique
par l'Etat gabonais**

NOS ETABLISSEMENTS



Dis à ESSASSA, PK 23

B.P. 20411 Libreville (Gabon).

Email. contact@uil-universite.com

Téléphone : + (241) (0) 62 26 51 28 ou + (241) (0) 62 09 85 66

Site WEB : <https://uil-universirte.com>